



SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Jeudi 05 février 2015 – 19h30

COMPTE RENDU

1) Approbation du procès-verbal de la dernière séance :

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité après la modification proposée par Christian DANIEL et retenue par Mme le Maire sur le point relatif à la création du poste d'emploi aidé.

2) Désignation du secrétaire de séance :

Mr Christian DANIEL est désigné secrétaire de séance

3) Administration générale

• Compte rendu des délégations

Par délibération en date du 4 avril 2014, le Conseil Municipal a délégué un certain nombre de ses pouvoirs au Maire. Aussi, conformément à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire doit rendre compte des décisions prises dans le cadre de cette délégation.

Décision n°01-2015 : Décision modificative budget assainissement

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que les crédits ouverts aux articles ci-dessous au budget assainissement 2014 étaient insuffisants. Il a donc été nécessaire de les prévoir par décision modificative comme suit :

Section de fonctionnement :

706129 : Reversement redevance pour modernisation de réseaux de collecte (-) 1 200 €

66111 : Intérêts réglés à l'échéance (+) 1 200 €

Section de fonctionnement

2315 : Installations, matériel et outillage technique (-) 1 850€

1641 : Emprunts en euros (+) 1 850 €

Décision n°02-2015 : Signature d'un contrat de location du logement sis 11 rue de la gare à Mr Ludovic LE GALLO à compter du 17 janvier 2015. Montant du loyer : 386,79 € (dont 20 € de charges mensuelles).

Commentaires de l'assemblée délibérante :

A la suite de la demande d'Odile LE PABIC, il est précisé que le logement sis 2 rue de la mairie sera loué dès que les travaux seront achevés.

• Acte de cession AFR - Délibération

Par délibération du 3 novembre 2006, la municipalité de Saint Barthélemy avait acté la dissolution de l'association Foncière de Remembrement (AFR) et approuvé la cession de ses actifs et passifs à la commune.

A ce jour, l'acte administratif de cession entre l'AFR et la municipalité n'a pas été enregistré, il convient donc de réaliser cet acte.

Après délibération, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer toutes pièces nécessaires à la réalisation de cette opération.

La cession se fera par acte en la forme administrative.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

La question ne donnant pas lieu à débat, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise Mme le Maire signer toutes pièces nécessaires à la régularisation de cette opération.

- **Morbihan Energie - Borne de recharge électrique - Délibération**

Morbihan Energies a déployé au 1er septembre 2014 sept bornes de recharge rapide sur le département. Conformément aux décisions du 17.06.2014 et du 26.09.2014 du Comité de Morbihan Energies, il est proposé aux communes l'installation de bornes de recharge accélérée :

- La commune fournit le foncier, finance 10% de l'investissement : estimé à 12000€
- L'état, la Région et le Morbihan financent les 90% restants

Morbihan Energies, propriétaire de l'infrastructure, assurera la gestion du service.

L'implantation devra faire l'objet d'une étude technique. Des renseignements complémentaires vont être demandés par Baud Communauté.

Proposition de la commission : Accord de principe de la Commission

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Après échange sur la question, la proposition de la commission est adoptée à l'unanimité.

- **Morbihan Energie – Achat groupé d'énergies – Délibération**

L'ouverture des marchés de l'énergie impose, à compter du 1^{er} janvier 2016, la disparition des tarifs réglementés de vente d'électricité, pour les bâtiments dont la puissance électrique souscrite dépasse 36 kVa. Il s'agit pour l'essentiel des tarifs jaunes et verts.

Pour faciliter les démarches de ses adhérents, le syndicat Morbihan Energies a décidé, de constituer un groupement de commandes pour l'achat de gaz naturel, d'électricité et autres énergies sur son territoire. Le syndicat souhaite pouvoir bénéficier des meilleures opportunités de prix tout en assurant une qualité optimale des services associés. Délibération du conseil municipal nécessaire pour formaliser l'adhésion au groupement de commande en cas d'accord.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Adopté à l'unanimité

- **Prise de Compétence de la petite enfance**

Le 03 décembre 2014, le Conseil Communautaire a décidé le transfert de la petite enfance à Baud Communauté. Afin d'accompagner le projet, il a été décidé de créer une nouvelle commission communautaire.

Proposition du bureau :

- Yolande Kervarrec
- Pierre Le Névanen

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Il s'agit d'une simple information qui ne donne pas lieu à un vote.

- **DETR Programmation 2015 - Délibération**

Depuis 2011, la dotation globale d'équipement des communes (DGE) et la dotation de développement rural (DDR) ont été fusionnées et remplacées par une nouvelle dotation : la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR). L'objectif de cette dotation est de répondre aux besoins des territoires ruraux afin de permettre la réalisation d'équipements structurants pour le territoire. La DETR permet de financer des projets d'investissement.

Le Conseil municipal, à l'unanimité, autorise Madame le Maire, ou son représentant, à solliciter toutes autres subventions susceptibles d'être allouées pour ces opérations.

Proposition de la commission :

- L'aménagement route de La poste devant Prad Yzel
- La voirie définitive de Prad Izel

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Mme le Maire évoque que le projet de la salle polyvalente nécessite trop de préparation pour être présenté dans les délais impartis à savoir le 16 février courant et explique ainsi que la proposition de la commission « travaux finance bâtiments » a été modifiée.

Christian DANIEL insiste cependant pour que le projet de la salle polyvalente bénéficie d'une priorité.



SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Jeudi 05 février 2015 – 19h30

Informations diverses

❖ **Amélioration de la qualité de l'air dans les établissements recevant du public**

- Pour permettre aux établissements et aux collectivités de mettre en œuvre le nouveau dispositif, le gouvernement décidé le report de sa mise en application au 1^{er} janvier 2018.

❖ **Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire Bretagne** ❖ **Plan de gestion des risques**

- Du 19 décembre 2014 au 18 juin 2015, les acteurs de l'eau et le public sont consultés sur le projet de schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) et son programme de mesures associé et sur le projet de plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Loire-Bretagne pour la période 2016-2021.

Sur www.prenons-soin-de-leau.fr, site grand public de l'agence de l'eau Loire-Bretagne, vous trouverez les documents, ainsi que le questionnaire pour répondre en ligne.

Les observations recueillies seront étudiées par le comité de bassin et les services déconcentrés de l'Etat qui établiront, avant fin 2015, une version définitive du Sdage et du PGRI.

❖ **Réforme des Collectivités : Seuil des EPCI**

- Lecture du courrier de Monsieur Jean-Paul Bertho concernant le troisième volet de la réforme des collectivités territoriales et plus particulièrement les Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), contre le seuil minimum de 20 000 habitants par communauté de commune, adressé à :

- Mr Joël LABBE : Sénateur du Morbihan – St Nolff
- Mr Michel LE SCOUARNEC – Sénateur du Morbihan – Auray
- Mme Odette HERVIAUX – Sénatrice du Morbihan – la Croix Helléan
- Mr Philippe LE RAY, Député du Morbihan – Auray
- Mr Gwendal ROUILARD, Député du Morbihan – Lorient
- Mr Philippe NOGUES, Député du Morbihan – Hennebont
- Mr Paul MOLAC, Député du Morbihan – Ploermel
- Mr Jean-Pierre LE ROCH, Député du Morbihan – Pontivy
- Mr Hervé PELLOIS, Député du Morbihan, St Avé

❖ **La Poste**

- Courrier de Madame Gentric suite au rendez-vous du samedi 10 janvier.

Le courrier est présenté, Yolande dit qu'il faut tout tenter pour maintenir les 18 heures et indique que le groupe de travail qui s'était réuni à l'automne sur la question sera remis en place.

➤ **Relevés radar du 12/01 au 23/01/2015**

Elodie LAVENANT présente le relevé du radar pour la période du 12/01 au 21/01/2015 qui sera publié sur la prochaine feuille d'info.

➤ Chantier d'insertion : au lavoir du vieux bourg

➤ **Honorariat** : cérémonie prévue le vendredi 3 avril prochain à 18H30.

➤ **Elections départementales** (22 mars et 29 mars) : Tableau des permanences.

➤ **Dates à retenir** :

- Vote des comptes administratifs, comptes de gestion et budgets : **27 mars**
- Randonnée nocturne contée avec la participation de l'école de musique. Départ place de la mairie le **14 mars à 19h00**
- **Compte rendu des commissions** :

FIN DU CONSEIL à 21h30



SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Vendredi 27 mars 2015 – 19h30

COMPTE RENDU

1) **Approbation du procès-verbal de la dernière séance :**

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

2) **Désignation du secrétaire de séance :**

Mme Odile LE PABIC est désignée secrétaire de séance

3) **Administration générale**

• **Compte rendu des délégations**

Par délibération en date du 4 avril 2014, le Conseil Municipal a délégué un certain nombre de ses pouvoirs au Maire. Aussi, conformément à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire doit rendre compte des décisions prises dans le cadre de cette délégation.

Décision n° 03-2015 : Location du logement au 2 rue de la mairie à Mr LE BOURVELLEC Julien

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que Mme Fernande JACQUES a quitté le logement sis n° 2 rue de la mairie le 31 janvier 2015 et qu'il est libre à la location depuis le 1^{er} février 2015.

Elle précise que Monsieur Julien LE BOURVELLEC souhaite louer cet appartement à compter du 15 mars 2015.

Après délibération, le Conseil Municipal accepte de louer ce logement à Mr Julien LE BOURVELLEC à partir du 15 mars 2015 aux conditions suivantes :

Le loyer mensuel est fixé à 375,11 euros.

Il sera demandé à Monsieur LE BOURVELLEC le montant d'un mois de loyer (hors charges mensuelles) en caution, soit 375,11 euros.

Un bail de location sera établi par la Commune, le montant du loyer étant réactualisé chaque année selon le dernier indice de référence des loyers.

Des représentants de la Commission Municipale des logements rendront visite une fois l'an aux locataires.

Décision n° 04-2015 : **Convention pour contrat d'association avec l'OGEC et l'école Notre Dame de joie**

Le Maire de St Barthélemy,

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des collectivités territoriales,

Vu les délégations accordées au Maire lors du Conseil Municipal du 11 avril 2014 et du 23 mai 2014,

Vu le contrat d'association a été signé entre l'Etat et l'OGEC pour l'école Notre Dame de joie le 17 novembre 2008 stipulant qu'une convention entre la commune, l'OGEC et cet établissement est nécessaire afin de définir les conditions de financement des classes.

Vu que la convention 2012/2014 est arrivée à échéance le 31 décembre 2014.

Vu l'approbation par l'OGEC et la directrice de l'école Notre Dame de Joie des modalités de calcul précisé dans la convention de forfait communal 2015,

Décide :

Article 1 : de signer la convention entre la commune, l'OGEC et l'Ecole Notre Dame de Joie pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2015 moyennant la somme de 558,98 € par élève.

Décision n° 05-2015 : **Participation financière au fonctionnement de la cantine de l'école Notre Dame de Joie**

Le Maire de St Barthélemy,

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des collectivités territoriales,

Vu les délégations accordées au Maire lors du Conseil Municipal du 11 avril 2014 et du 23 mai 2014,

Vu que l'école privée Notre Dame de Joie possède sa propre cantine et donc qu'aucun élève de cet établissement ne fréquente la cantine municipale,

Vu que la convention fixant le montant et des modalités de versement pour le fonctionnement de cette cantine arrive à échéance le 31 décembre 2014,

Vu l'approbation par l'OGEC et la directrice de l'école Notre Dame de Joie du montant et des modalités versement de cette participation financière proposée par la commission des finances,

Décide :

Article 1 : de signer la convention entre la commune et l'OGEC attribuant une participation financière au fonctionnement de la cantine de l'école Notre Dame de Joie pour une durée de 3 ans (2015 à 2017) moyennant la somme de 127 € par élève

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Aucun commentaire

❖ Restauration de la chapelle de St Adrien - 4^{ème} tranche – Transept Nord : Demande de subventions
--

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que lors de la séance du 26 septembre 2014 il avait été décidé de programmer les travaux supplémentaires (4^{ème} tranche) au transept nord de la chapelle de St Adrien d'un montant de 130 000 € HT et de solliciter des subventions aussi élevées que possible.

Elle précise que les essais de dépose du dallage du chœur montrent des altérations importantes des pierres extrêmement poreuses avec des phénomènes de fissuration et desquamation. Toutefois, compte tenu de la qualité esthétique du sol, la possibilité de la restauration de ce dallage du chœur a été évoquée, lors de la réunion de chantier du 7 janvier dernier, ce qui impliquera un complément d'environ 20 000 € HT sur l'opération.

En conséquence, les travaux complémentaires du transept nord (4^{ème} tranche) s'élèveraient à 150 000 € HT.

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur ce coût supplémentaire de 20 000 € HT et dans l'hypothèse d'un accord, de solliciter des subventions aussi élevées que possible pour ce complément de travaux.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

- Le Maire fait part aux conseillers du courrier du Préfet de la Région Bretagne en date du 23 février 2015. Le Préfet accordera une subvention de 60 000 € (représentant 40 % de la dépense subventionnable de 150 000 €). Ce projet est subventionné à hauteur de 75 %, (25 % par le Département et 10 % par la Région) il restera donc 37 500 € à charge de la commune.
- Patricia précise que de nombreuses pièces de bois risquent de se détériorer par temps pluvieux et que si rien n'est fait tout le rotule se détériorera à cause de l'humidité.
- La commission finances et la commission bâtiments proposent de réaliser ces travaux en septembre après l'Art dans les chapelles.
- Accord à l'unanimité pour réaliser ces travaux.

❖ Avenant au marché Lotissement de Prad Izel – Lot n° 1 « terrassement – voirie » par l'entreprise LE BADEZET : Prolongation du délai de réalisation des travaux et travaux supplémentaires
--

La deuxième phase des travaux de voirie et terrassement du lotissement de Prad Izel par l'entreprise LE BADEZET ont commencés le 24 mars dernier. Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux de deuxième phase était de 3 années à la date de notification des marchés. Ce présent marché a été signé le 29 juin 2011 la date limite était donc fixée au 28 juin 2014. Il y a donc lieu de prendre un avenant pour prolonger la notification du marché d'un an.

D'autre part, des travaux supplémentaires sont envisagés : la création de tranchées drainantes en remplacement des fossés, avec pour objectif la facilitation des entretiens d'espaces verts. Le coût de cet avenant est de 5461,50€ HT.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

- Jacques précise qu'à l'origine l'évacuation d'eau à ciel ouvert était prévue mais pour faciliter l'entretien des abords des drains seront installés. Ce système sera plus adéquat pour l'entretien.
- Un avenant est prévu pour un coût supplémentaire de 5 461,50 € HT.

❖ **Modification statuts Baud communauté : instruction du droit des sols**

Par délibération en date du 04 mars 2015, le Conseil Communautaire a décidé la modification suivante des statuts de BAUD Communauté :

- **Article 8-3-8 : Instruction du droit des sols pour le compte des communes extérieures qui la sollicitent.**

Le conseil municipal doit se prononcer sur cette modification rapidement compte tenu de la date de création de ce service le 1er mai 2015.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

*

La pré-instruction des permis continuera se faire en mairie.

❖ **Approbation des comptes administratifs 2014 – Budget principal et budgets annexes**

Voir annexe n° 1

Commentaires de l'assemblée délibérante :

- Christian DANIEL souligne que le bilan n'est pas aussi négatif que ce qui a été annoncé lors des vœux par le Maire. Il précise qu'au vu de l'analyse financière du cabinet JMS Consultant, il n'était pas nécessaire de réaliser un nouvel emprunt. Il rajoute qu'il est regrettable que lors des vœux du maire l'endettement annoncé par habitant était de 1 105 € alors qu'il est en fait de 832 € (analyse financière du Cabinet JMS Consultant)
- Jacques précise que le cabinet JMS Consultant n'a pris en compte uniquement le budget communal sans le budget assainissement. Dette par habitant : 832 €/habitant pour le budget principal auquel il faut rajouter 298 €/habitant pour le budget assainissement.
- Jean-Philippe précise que c'est le budget principal qui est le référent pour comparaison avec d'autres communes.
- Christian demande qu'il soit précisé dans la feuille mensuelle que le budget n'a pas été aussi catastrophique. Rajouter que chaque année il y a des recettes locatives qui rembourse les emprunts.

❖ **Approbation des comptes de gestion 2014 du budget principal et des budgets annexes assainissement et lotissement dressés par Monsieur FAISNEL, trésorier**

Projet de délibération :

Le Conseil Municipal :

Après s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2014 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur accompagnés des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après avoir entendu et approuvé les comptes administratifs de l'exercice 2014 ;

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2013, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de

paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

1° : Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2014 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;

3° Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives :

- déclare que les comptes de gestion dressés pour l'exercice 2014 par le Receveur, visés et certifiés conformes par l'ordonnateur, n'appellent ni observation ni réserve de sa part.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Aucun commentaire

*

❖ Délibération affectation des résultats 2014 pour les budgets primitifs 2015

Madame le Maire rappelle à l'assemblée qu'elle doit se prononcer sur l'affectation du résultat de fonctionnement du compte administratif 2014.

La situation est la suivante :

Section de fonctionnement

Résultat budgétaire de l'exercice 2014	255 007,08 €
Résultat antérieur reporté	332 636 ,71 €
Capacité d'autofinancement	587 643,79 €

Section d'investissement

Résultat budgétaire de l'exercice 2014	946 533,51 €
Résultat antérieur reporté	- 1 045 075,73 €
Résultat global reporté	- 98 542,22 €

Affectation du résultat de fonctionnement

Autofinancement de l'investissement – compte 1068	98 542,22 €
En report à nouveau en fonctionnement – compte 002	489 101,57 €
TOTAL	587 643,79 €

En conséquence, le Maire propose l'affectation du résultat de fonctionnement :

1068 – excédent de fonctionnement capitalisé en recette d'investissement	98 542,22 €
002 – excédent de fonctionnement reporté	489 101,57 €

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Aucun commentaire

❖ Subventions aux associations de la commune et extérieures à la commune

Proposition de la commission finances : Voir annexe n° 2

Commentaires de l'assemblée délibérante :

*

Aucun commentaire

❖ Vote des taux d'imposition communaux 2015

Au vu des baisses des dotations annoncées par l'Etat et suite à la présentation de l'analyse financière du Cabinet JMS Schmitt, la commission des finances propose d'augmenter de 3 % les taux d'imposition 2015.

Elle précise que les taux seront les suivants :

- Taxe d'habitation : **15,26 %** au lieu de 14,82 % en 2014
- Taxe foncier bâti : **21,45 %** au lieu de 20,83 %
- Taxe foncier non bâti : **56,48 %** au lieu de 54,84 %

Le produit attendu serait de **359 847 €** au lieu de 349 449 €.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

- 2% d'augmentation sur la période de 2010 à 2014.
- Cabinet JMS Consultants préconise d'augmenter de 3% ce qui représente 9 € d'augmentation pour un locataire et 16 € pour un propriétaire.

❖ Vote du budget général 2015 et des budgets annexes (Assainissement – Lot. Prad Izel)

Après s'être fait présenter les comptes administratifs 2014, les comptes de gestion 2014, les affectations de résultats, le conseil municipal décide de voter les budgets primitifs 2015 suivants :

Budget principal

Investissement	993 392,22 €
Fonctionnement	1 385 150,57 €

Assainissement

Investissement	216 217,63 €
Exploitation	107 422,37 €

Lotissement de Prad Izel

Investissement	260 399,64 €
Fonctionnement	314 126,38 €

	Pour	Contre	Abstention
Budget principal 2015	12	0	3
Budget assainissement 2015	15	0	0
Budget Lotissement Prad Izel 2015	15	0	0

Commentaires de l'assemblée délibérante :

- Christian souligne que les commissions sont importantes ce n'est pas polémique
- Christian rappelle que l'on démarre sur de bonnes bases. Il souhaite comprendre pourquoi cette différence entre le budget primitif 2014 et 2015 en investissement...
- Pas ou peu de projet pour 2015 par rapport aux résultats budgétaires.
- Il faut commencer à raisonner sur un plan pluriannuel jusqu'en 2018 (si on parle seulement sur 2015. Il n'y a aucun projet lourd on est sur de l'entretien)

- Jacques : La commune a adhéré à la CAUE qui va se charger de définir la faisabilité des projets. Un rapport sera rendu courant avril. Il précise qu'il faut bien analyser la situation avant de lancer les projets.
- Patricia précise que le CAUE présentera à tous les conseillers les projets réalisables.
- Christian préconise de raisonner pour le futur
- Pierre rappelle que le Cabinet JMS SCHMITT recommande d'investir seulement 200 000 € par an pendant 3 ans.
- Odile demande à ce que tous les documents budgétaires soient transmis aux conseillers avant la réunion pour pouvoir étudier les chiffres.



SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Vendredi 29 mai 2015 – 19h30

Présents : Mme Yolande KERVARREC, Maire - Mr Pierre LE NEVANEN, Mr Yvon BOUTTIER, Mme Patricia MOUTAULT, adjoints - Mme Isabelle CORBEL - Mme Stéphanie RIO - Mr Gwenaël CARO - Monsieur Jean Bernard MERCIER - Mme Elodie LAVENANT - Mme Odile LE PABIC - Mr Christian DANIEL - Mr Jean-Philippe LE PABIC-

Absents excusés ayant donné procuration :

- ✓ Mme Valérie JAN à Mme Patricia MOUTAULT
- ✓ Monsieur Maurice RIO à Monsieur Jacques Le Gall (démissionnaire)

Madame le Maire informe le Conseil qu'elle a reçu hier jeudi 28 mai lettre de démission de Monsieur Jacques LE GALL, conseiller délégué. Lecture est faite à tout le conseil de la lettre de démission de Monsieur Le Gall. Madame le Maire précise qu'elle est dans l'obligation d'accepter cette démission. Monsieur Christian Daniel demande la raison. Madame le Maire répond ne pas la connaître

Monsieur Jean-Philippe LE PABIC a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire qu'il a acceptées.

1) **Approbation du procès-verbal de la dernière séance :**

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

2) **Désignation du secrétaire de séance :**

Monsieur Jean-Philippe LE PABIC est désigné secrétaire de séance

3) **Administration générale**

• **Compte rendu des délégations**

Par délibération en date du 4 avril 2014, le Conseil Municipal a délégué un certain nombre de ses pouvoirs au Maire. Aussi, conformément à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire doit rendre compte des décisions prises dans le cadre de cette délégation.

Décision n° 06-2015 :

Madame le Maire informe le Conseil Municipal du paiement d'une facture 2 658,85 € HT – 3190,62 € TTC à la Société SBAI de Baud pour les travaux de l'installation électrique à l'ancien vestiaire du foot à Kergallic.

❖ **Taxe d'Aménagement-Abris de Jardin**

Le Conseil Municipal, par délibération du 27 novembre 2014, a décidé d'exonérer de la taxe d'aménagement : les abris de jardin soumis à déclaration préalable dans la limite de 20m².

Conformément à l'article L.331.9 du Code de l'urbanisme, tous les abris de jardin, y compris ceux réalisés en extension de la construction existante et dont la surface est comprise entre 20 m² et 40 m² dans les zones U du PLU, peuvent bénéficier de cette exonération prévue par la loi.

Ladite loi ne prévoit pas que les Communes puissent limiter cette exonération aux seuls abris de jardin d'une surface inférieure à 20m².

Par conséquent, le préfet nous demande de prendre une nouvelle délibération annulant et remplaçant la délibération du 27 novembre 2014.

Rectification : Exonération totale (de la part communale) relative aux abris de jardin situés en zone U du PLU dont la surface est comprise entre 20 m² et 40 m² sera accordée, conformément à l'article L.331.9 du Code de l'urbanisme.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Aucun commentaire

❖ **Modification des statuts de Baud Communauté**

Par délibération en date du 8 avril 2015, le Conseil Communautaire a décidé des modifications dans les statuts de Baud Communauté.

- **Intégration de la zone d'activités de Vras Sarre à Melrand**
- **Intégration de la compétence petite enfance**

Ces deux compétences seront intégrées dans les statuts de Baud Communauté de la façon suivante :

Article 8-1-1 : Développement économique

Ajout dans la liste des zones d'activités d'intérêt communautaire : la zone d'activités de Vras Sarre sur la commune de Melrand.

Nouvel article / Article 8-3-9 : Intégration de la compétence petite enfance

- Actions de coordination dans le domaine de la petite enfance
- Création, investissement et gestion d'un relais d'assistantes maternelles
- Création, investissement et gestion d'un lieu d'accueil enfants parents
- Création, investissement et gestion d'établissements d'accueil collectif du jeune enfant de type multi-accueil et haltes garderies itinérantes.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Madame le Maire précise que 2 emplacements sont à la réflexion de la commission petite enfance de Baud cté. Madame le Maire ajoute que la capacité de la maison de la petite enfance sera de 25 à 30 enfants et devrait ouvrir ses portes en septembre 2016

❖ **Frelon Asiatique -**

Arrivé en France en 2005, le frelon Vespa Velutina, dit « frelon asiatique », a colonisé en quelques années les 2/3 du territoire français. Le département du Morbihan est touché depuis 2011 et sa présence se multiplie de manière exponentielle d'année en année. Grand prédateur de l'abeille domestique, il présente un grave danger pour l'activité apicole, mais il cause aussi des ravages sur l'ensemble des insectes pollinisateurs.

Par arrêté ministériel du 26 décembre 2012, le frelon asiatique a été classé en danger sanitaire de 2ème catégorie, considérée de moindre gravité, la lutte est basée sur le volontarisme des territoires sans moyens financiers de l'État.

En sa qualité de sénateur du Morbihan, Joël Labbé a souhaité mettre en place une politique publique départementale de lutte organisée et cohérente contre le fléau.

Il a été décidé la création d'un comité de pilotage, la désignation d'un élu référent par commune et d'une campagne de sensibilisation.

Le Bureau Municipal propose la désignation d'un élu référent : Bruno Le Gal (Saint Corentin) et d'adhérer au contrat « Multiservices » de la FDGDON Morbihan (Fédération Départementale des Groupements de Défense contre les Organismes Nuisibles) pour apporter son aide et son expertise dans le domaine de la lutte contre les nuisibles : pigeons, étourneaux, chenilles, fouines, insectes ravageurs divers et frelons asiatiques. Elle assure aussi la formation du référent désigné.

Le montant de la participation annuelle pour 2015 – 2016 -2017 serait de 135,29 €

Charte des bonnes pratiques pour l'enlèvement et la destruction des nids :

Avant toute démarche, le référent communal doit être contacté pour confirmer qu'il s'agit bien du frelon asiatique et non d'une autre espèce.

La destruction du nid doit être réalisée par une entreprise recommandée par la FDGDON 56, désinsectiseurs certifiés « biocide » (obligatoire à compter du 1er juillet 2015).

Après élimination de la colonie, le nid doit être enlevé et détruit afin d'éviter toute contamination de la population par contact avec l'insecticide utilisé.

Subvention du Département du Morbihan :

Bénéficiaires :

Particuliers, collectivités, associations.

Critères De Recevabilité

Intervention de destruction de nid plafonnée en fonction de la hauteur du nid et du mode d'intervention:

- nid situé à une hauteur inférieure à 8 mètres : plafond de dépense éligible de 110 € ttc
- nid situé à plus de 8 mètres et moins de 20 mètres de hauteur : plafond de dépense éligible de 140 € ttc
- nid situé à plus de 20 mètres de hauteur : plafond de dépense éligible de 200 € ttc
- au-delà d'une hauteur de 15 mètres, il peut être nécessaire de recourir à l'utilisation d'une nacelle avec un plafond de dépense éligible globale de 400 € ttc

Modalités D'intervention Financière :

Subvention au taux de 50 % du conseil départemental du Morbihan

Récapitulatif des pièces à Fournir :

- imprimé de demande d'aide
- Facture acquittée
- rib

Subvention de la Commune :

Le Bureau Municipal propose de financer 25% du plafond de dépense éligible.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Monsieur le Nevanen précise qu'en cotisant à l'adhésion, le référent Mr Bruno Le Gal a pu profiter gratuitement d'une formation qui a eu lieu à Languidic. Il sera la personne à décider de la destruction d'un nid.

Madame le Maire rappelle que des photocopies concernant la fabrication des « bouteilles » sont disponibles à l'accueil de la mairie.

❖ Voirie –Tarifs pour pose de buse -

Les fossés sont des ouvrages artificiels destinés à l'écoulement des eaux. Ils sont destinés à assurer des fonctions d'intérêt privé ou d'intérêt général pour :

- l'évacuation des eaux de ruissellement présentes sur les chemins, rues, routes pour la sécurité de ses usagers.
- le drainage des parcelles, par l'écoulement de l'eau retenue en excès dans les terres, notamment pour permettre d'améliorer les usages des sols telles que les cultures agricoles.

Seules les buses pour un accès à la propriété ou d'intérêts publics sont acceptées.

Proposition du Bureau Municipal après renseignements obtenus auprès de Baud Communauté.

Tarifs	Qté (m)	Prix
1 ^{er} Accès de Propriété *	6	Pose Gratuite *
Autre Accès	6	300 €
Busage complémentaire, Remplacement, ...	1	50 €
Regard	1	130 €
Branchement eau pluviale	1	50 €

* Pose gratuite (nettoyage du fossé, pose de(s) buse(s), apport de o/30).

Le demandeur s'engage à fournir La/les buse(s) en pvc ainsi qu'à les entretenir une fois l'ouvrage réalisé.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Madame Odile le PABIC s'enquière du droit d'un particulier pour poser sa buse tout seul.

Monsieur le Nevanen précise que ce n'est pas possible, le fossé appartenant à la commune.

Proposition de collaboration avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale

Contrainte par la Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) de se désengager du secteur public, l'Association Médicale Interentreprises du Morbihan (AMIEM) cessera d'assurer la mission de médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale.

Ce désengagement est programmé. Il se fera progressivement, en lien avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Morbihan, lequel a pris la décision de créer le service de médecine professionnelle et préventive qui lui succédera.

Délibération du conseil municipal nécessaire pour formaliser un accord de principe de collaboration avec le pôle santé au travail du CDG du Morbihan pour le conseil en matière de santé et pour le suivi médical des agents.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Madame le Maire précise qu'il y aura des visites médicales plus régulières en confiant la compétence au centre de Gestion. Le problème de l'AMIEM est le manque de médecins donc bcp d'attente pour les collectivités

Modification du tableau des effectifs pour création de poste -

Le Maire informe le Conseil Municipal que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

- Par courrier en date du 13 avril le Centre de gestion fait part de la possibilité d'avancement de grade de 2 agents remplissant les conditions d'échelon et d'ancienneté. Il est donc proposé de modifier le tableau des effectifs afin de pouvoir nommer ces 2 agents :
 - ✓ Suppression d'1 poste Adjoint technique territorial de 2^{ème} classe, Temps non complet 28h30/35^{ème}
 - ✓ création d'1 poste Adjoint technique Territorial Principal de 2^{ème} classe, temps non complet 28.30/35^{ème}Ces modifications prendront effet au 1^{er} juin 2015

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Madame Odile le Pabic demande à connaître les noms.

Madame le Maire précise que normalement les noms ne doivent pas être cités, elle décide finalement de les citer pour ne pas faire de polémique

- ✓ suppression d'1 poste d'adjoint d'animation Territorial de 2^{ème} classe temps complet
 - ✓ création d'1 poste d'Adjoint d'Animation Territorial de 1^{ère} classe temps complet,
- Ces modifications prendront effet au 1^{er} juin 2015

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Aucun commentaire

- Compte tenu du retard accumulé et de la charge du travail, il convient de procéder au recrutement d'un nouvel agent au service administratif. Le Maire propose à l'assemblée :
 - ✓ la création d'un emploi d'adjoint territorial de 1^{ère} classe à temps complet à compter du 1^{er} Aout 2015,

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Madame Isabelle Corbel demande si cette personne serait titulaire.

Madame le Maire lui répond qu'elle sera titulaire à partir du 1^{er} août 2015

- et d'apporter correction au tableau des effectifs 2013 et 2014 (non conforme) afin de mettre à jour le tableau pour 2015 par la suppression de :
 - ✓ 2 postes d'Adjoint technique territorial principal de 1^{ère} classe, aucun agent ne pouvant prétendre à ce grade
 - ✓ et 1 poste Adjoint technique territorial de 2^{ème} classe, Temps non complet 28/35^{ème} (agent nommé au grade ATSEM 1^{ère} classe)
- et de mettre à jour comme suit, le tableau des effectifs au 1^{er} juin 2015

TABLEAU DES EFFECTIFS AU 1 ^{er} JUIN 2015				
Nombre	Grade	Postes pourvus	Postes vacants	Durée temps de travail
2	Adjoint administratif territorial de 1 ^{ère} classe	1	1	Temps complet
1	Adjoint administratif territorial de 2 ^{ème} classe	1	0	Temps complet
1	Adjoint technique territorial principal de 2 ^{ème} classe	1	0	
1	Adjoint technique territorial de 1 ^{ère} classe	1	0	Temps complet
1	Adjoint technique territorial de 1 ^{ère} classe	1	0	Temps non complet - 28h30/35 ^{ème}
2	Adjoint technique territorial de 2 ^{ème} classe	2	0	Temps complet
1	Adjoint technique territorial de 2 ^{ème} classe	1	0	Temps non complet - 23/35 ^{ème}
1	Adjoint technique territorial de 2 ^{ème} classe	1	0	Temps non complet - 20/35 ^{ème}
1	Adjoint d'animation territorial de 1 ^{ère} classe	1	0	Temps complet
1	ATSEM de 1 ^{ère} classe	1	0	Temps non complet - 28/35 ^{ème}

❖ Admission en non-valeur

Le Trésorier Municipal soumet au Conseil Municipal une proposition d'admission en non-valeur d'un montant total de 1883,24 € se détaillant comme suit :

Assainissement

2007 : 169,20 € (1 famille)
 2008 : 202,33 € (1 famille)
 2009 : 384,86 € (2 familles)
 2010 : 311,84 € (2 familles)
 2011 : 268,54€ (1 famille)
 2012 : 467,9 € (2 familles)

Cantine :

2007 : 33,77 € (1 famille)
 2012 : 44,80 € (1 famille)

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Mme le Maire précise que souvent à chaque demande d'admission en non-valeur ce sont les mêmes familles qui ne paient pas, et les autres ont quitté la commune.

❖ Art dans les Chapelles – Emploi saisonniers 2015

Il est proposé de recruter 2 saisonniers dans le cadre de la manifestation L'Art dans les chapelles qui se déroulera cette année du 3 juillet au 31 août et les 3 premiers week-ends de septembre, de 14h00 à 19h00 sauf le mardi.

Ces personnes seront rémunérées au 1^{er} échelon de leur grade, au prorata des heures effectuées, et percevront une indemnité compensatrice de congés payés à l'issue de leur contrat à raison de 10 % des

bruts perçus. Le Maire sera autorisé à recruter éventuellement d'autres saisonniers en cas d'absence ou de démission de ces derniers, dans les mêmes conditions.

La formation des guides est prévue le 1 et 2 juillet.

- Monsieur Simon Beurel – Juillet
- Mademoiselle Léa Le Névanen – Août et 3 premiers week-ends de Septembre

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Monsieur Christian Daniel, demande si lors du recrutement il a été retenu les CV qui avait une spécialité en Histoire de l'art ? Il trouve anormal que ce soit la fille de Pierre, 1^{er} adjoint qui soit embauchée. Monsieur Christian Daniel fait part qu'ils n'ont pas d'éléments sur cette décision et qu'il conteste ce choix au niveau du principe.

Madame le Maire précise que non, c'est 2 candidatures ont été reçues en Mairie et elle a privilégié des jeunes de St Barthélémy.

Monsieur Christian Daniel souligne que l'on peut se poser des questions sur le 2^{ème} recrutement et que la population est également en droit de s'en poser, Il trouve anormal que ce soit la fille de Pierre, 1^{er} adjoint qui soit embauchée.

Madame le Maire précise que Monsieur le Nevanen n'était pas d'accord sur le recrutement, mais que c'est là son choix personnel

Monsieur Jean-Philippe Le Pabic demande combien il y avait de CV de St Barthélémy. Madame le Maire répond 3 personnes. Monsieur Simon Beurel – Juillet

❖ Constitution du jury d'Assises 2016 pour les communes de St Barthélémy et Bieuzy

Après tirage au sort, mardi 12 mai, à partir des listes électorales de Saint Barthélémy et Bieuzy, ont été retenu :

- Madame LE GALL Valérie de St Barthélémy
- Monsieur GUILLERMIC Daniel de Bieuzy
- Et Monsieur KERVEGAN Joseph de Bieuzy

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Aucun commentaire

Questions diverses :

Monsieur Christian Daniel intervient sur la démission de Jacques Le gall, félicite Jacques et le remercie sur son travail effectué depuis 1 an et que c'est dommage de perdre un si bon collègue

Madame le Maire clos le conseil à 21h13



SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Vendredi 26 juin 2015 – 19h15

✚ **Présents :** Mme KERVARREC Yolande, Maire – Mrs. Pierre LE NEVANEN, Adjoint – Mmes Isabelle CORBEL, Elodie LAVENANT, Valérie JAN, M. Gwénael CARO, Jean-Bernard MERCIER, Mme Odile LE PABIC,

✚ **Absents excusés ayant donné procuration :**

- Patricia MOUTAULT à Yolande KERVARREC
- Yvon BOUTTIER à Gwénael CARO
- Maurice RIO à Valérie JAN
- Stéphanie RIO à Jean-Bernard MERCIER
- Delphine DECLOEDT à Pierre LE NEVANEN
- Jean-Philippe LE BABIC à Odile LE PABIC

✚ **Absents excusé :**

- Christian DANIEL

✓ **Approbation du procès-verbal de la dernière séance :**

- Le procès-verbal du 29 mai 2015 est adopté à la majorité.

✓ **Désignation du secrétaire de séance :**

Gwénaél Caro

✓ **Compte rendu des délégations**

Par délibération en date du 4 avril 2014, le Conseil Municipal a délégué un certain nombre de ses pouvoirs au Maire. Aussi, conformément à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire doit rendre compte des décisions prises dans le cadre de cette délégation.

(Néant)

❖ Administration Générale

✓ **Installation d'un nouveau conseiller municipal :**

Madame le maire rappelle que lors du dernier conseil la démission de Monsieur Jacques LE GALL, Conseiller Municipal, élu sur la liste «majoritaire» était acceptée.

Conformément à l'article L 270 du Code électoral et au procès-verbal d'installation, Madame le Maire, déclare Madame Delphine Decloedt installée dans ses fonctions de Conseillère Municipale et invite Madame Delphine Decloedt à siéger au sein du Conseil Municipal.

Naturellement, Madame le Maire précise que le tableau du Conseil Municipal est mis à jour en conséquence et que Monsieur le Préfet du Morbihan a été informé de cette modification.

✓ **Commissions municipales - remplacement d'un conseiller municipal démissionnaire :**

Le Conseil Municipal, lors de sa séance du 11 avril 2014, a créé des commissions municipales et défini le nombre de conseillers siégeant dans chacune d'entre elles.

- Monsieur Jacques Le Gall, Conseiller Municipal démissionnaire, était membre des Commissions communales :

- ✓ **Finances**
- ✓ **Appels d'Offres**
- ✓ **Personnel Communal**
- ✓ **Travaux.**

Proposition du Bureau Municipal :

Finances – Appels d’Offres – Personnel Communal.

Le remplacement au sein de la commission doit se faire par un élu de la liste majoritaire.

✓ **Pour la commission Finances**

Commentaires de l’assemblée délibérante :

- Elodie Lavenant, se propose.

Décision :

Votes : Pour 14

Contre 0

Abstention(s) 0

✓ **Pour la commission Appels d’Offres**

Commentaires de l’assemblée délibérante :

- Isabelle Corbel

Décision :

Votes : Pour 14

Contre 0

Abstention(s) 0

✓ **Pour la commission Personnel Communal**

Commentaires de l’assemblée délibérante :

- Valérie Jan

Décision :

Votes : Pour 14

Contre 0

Abstention(s) 0

✓ **Pour la commission Travaux.**

Le remplacement au sein de la commission doit se faire par un élu de la liste majoritaire.

Proposition du Bureau Municipal : Monsieur Yvon Bouttier (1) et Madame Patricia Moutault (2)

Commentaires de l’assemblée délibérante :

Néant

Décision :

Votes : Pour 14

Contre 0

Abstention(s) 0

Monsieur Jacques Le Gall était délégué au sein des établissements publics de coopération intercommunale : **Eau Morbihan - Sdem** (Syndicat Départemental Energies du Morbihan).

Proposition du Bureau Municipal :

Eau Morbihan : Remplacer Monsieur Jacques Le Gall par Madame Patricia Moutault

Commentaires de l’assemblée délibérante :

Néant

Décision :

Votes : Pour 14

Contre 0

Abstention(s) 0

Proposition du Bureau Municipal :

Sdem (Syndicat Départemental Energies du Morbihan) : Remplacer Monsieur Jacques Le Gall par Monsieur Maurice Rio

Commentaires de l’assemblée délibérante :

Néant

Décision :

Votes : Pour 14

Contre 0

Abstention(s) 0

Commissions municipales – ajout de conseiller(s) municipal(s) :

Le Conseil Municipal, lors de sa séance du 11 avril 2014, a créé des commissions municipales. Celles-ci ont été proposées à Madame Delphine Decloedt.

Madame Delphine Decloedt a choisi les Commissions communales :

- ✓ **Culture-Tourisme-Sport-Animation**
- ✓ **Communication**
- ✓ **Enfance/Jeunesse.**

Proposition du Bureau Municipal :

Culture-Tourisme-Sport-Animation

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Néant

Décision :

Votes : Pour 14

Contre 0

Abstention(s) 0

Proposition du Bureau Municipal :

Communication

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Décision :

Votes : Pour 14

Contre 0

Abstention(s) 0

Proposition du Bureau Municipal :

Enfance / Jeunesse

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Décision :

Votes : Pour 14

Contre 0

Abstention(s) 0

Pour chaque Commissions Municipales, il est défini un nombre de conseillers siégeant pour chacune des deux listes. (9 sièges = 7 sièges pour la majorité et 2 sièges pour la minorité)

Quel membre du Conseil Municipal de la liste « minoritaire » souhaite se présenter ?

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Madame Odile Le Pabic, seule présente de la liste minoritaire, précise qu'elle ne prendra pas de décision pour ses collègues et propose de reporter le vote. Madame le Maire accepte

Décision :

Votes : Pour

Contre 0

Abstention(s) 0

Proposition de la Commission Finances du mercredi 17 juin 2015 :• **Cantine :**

Bilan Annuel Cantine								
Rentrée Année	Nbre de Repas	Recettes	Dépenses	Différence	Prix Repas Enf. 1/2ème	Prix Repas Enf. 3ème	Prix Repas Adulte	Cout d'un Repas
2007	5311	14 887,84 €	26 799,43 €	11 911,59 €	2-2,5	-	4-5	5,05 €
2008	5690	16 039,54 €	33 052,39 €	17 012,85 €	2,5-2,6	-	5-5,2	5,81 €
2009	6336	18 820,01 €	33 409,10 €	14 589,09 €	2,6-2,6	-	5,2-5,2	5,27 €
2010	5310	15 007,10 €	32 780,37 €	17 773,27 €	2,6-2,7	-	5,2-5,4	6,17 €
2011	6098	17 050,40 €	33 985,21 €	16 934,81 €	2,8	-	5,6	5,57 €
2012	6308	17 759,70 €	36 270,15 €	18 510,45 €	2,90 €	2,20 €	5,80 €	5,75 €
2013	6803	19 052,92 €	37 541,95 €	18 489,03 €	3,00 €	2,30 €	6,00 €	5,52 €
2014	6974	20 346,40 €	37 140,61 €	16 794,21 €	3,10 €	2,40 €	6,20 €	5,33 €
2015				0,00 €	3,10 €	2,40 €	6,20 €	#DIV/0!

Commentaires de l'assemblée délibérante :**Décision :**

Votes : Pour 14

Contre 0

Abstention(s) 0

• **Garderie – Aide aux Devoirs :**

Bilan Annuel Garderie - Aide aux Devoirs									
Rentrée Année	Nbre d'Heures	Nbre de Goûters	Recettes	Dépenses	Différence	Prix 1 Heure	Prix Goûter	Cout d'1 Heure	Déficit / Heure
2008	1361,5	680	1 966,60 €	7 094,16 €	5 127,56 €	1,20 €	0,70 €	5,21 €	3,77 €
2009	2773,5	1104	4 275,75 €	8 797,27 €	4 521,52 €	1,30 €	0,75 €	3,17 €	1,63 €
2010	3057	1298	5 110,16 €	6 733,66 €	1 623,50 €	1,40 €	0,80 €	2,20 €	0,53 €
2011	2602,5	1395	4 838,00 €	6 262,00 €	1 424,00 €	1,50 €	0,85 €	2,41 €	0,55 €
2012	2952	1566	6 179,81 €	6 743,42 €	563,61 €	1,60 €	0,90 €	2,28 €	0,19 €
2013	2561,5	1256	5 328,00 €	7 917,85 €	2 589,85 €	1,70 €	0,90 €	3,09 €	1,01 €
2014	2964	1507	6 699,76 €	8 938,33 €	2 238,57 €	1,80 €	0,90 €	3,02 €	0,76 €
2015					0,00 €	1,80 €	0,90 €	#DIV/0!	#DIV/0!

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Madame le Pablic demande à quoi est due la diminution du coût de l'heure. Monsieur Le Nevanen précise que cette variation est surtout due à l'augmentation du nombre d'heures facturées.

Décision :

Votes : Pour 14

Contre

Abstention(s)

- **Accueil de Loisirs :**


Bilan Accueil de Loisirs Petites Vacances (ALSH)													
17/06/2015 22:11				BUDGET					BILAN				
	Nbre de Jours	Nbre de places	Places Consommées	Dépenses	Dépenses avec charges de personnel	Participation Familles	Equilibre Commune	Equilibre Commune avec charges de personnel	Dépenses	Dépenses avec charges de personnel	Participation Familles	Equilibre Commune	Equilibre Commune avec charges de personnel
Rentrée 2010	29,00	708,00	462,00	4 279,12	0,00	3 262,00	1 017,12	0,00	4 030,33	0,00	3 232,50	797,83	0,00
Rentrée 2011	29,00	720,00	393,00	4 866,45	0,00	3 304,40	1 562,05	0,00	4 446,16	0,00	2 870,70	1 575,46	0,00
Rentrée 2012	30,00	496,00	369,00	4 352,07	0,00	2 854,80	1 497,27	0,00	4 112,76	0,00	2 841,20	1 271,56	0,00
Rentrée 2013	29,00	472,00	385,00	4 088,56	5 519,12	2 782,60	1 305,96	3 732,72	4 071,05	5 528,58	2 908,30	1 162,75	3 680,78
Rentrée 2014	30,00	608,00	378,00	4 250,10	8 939,27	2 874,50	1 375,60	6 064,77	4 057,89	8 556,57	2 872,00	1 185,89	5 684,57

TABLEAU COMPARATIF DES BILANS ALSH ÉTÉ								
	RECETTES	2014	2013	2012	DEPENSES	2014	2013	2012
	Total Recettes	4 850,61	5 234,36	5 763,82	Total Dépenses	8 555,67	9 403,86	8 412,06
EQUILIBRE COMMUNE		3 705,06	4 169,50	2 648,24				
	Total Dépenses	8 555,67	9 403,86	8 412,06	Totaux	8 555,67	9 403,86	8 412,06

Tarifs 2014-2015 au Quotient Familial	QF < 800	QF = >800	Enfant hors Commune
Activité sur place $\frac{1}{2}$ journée ou avec communes avoisinantes	3,50 €	4,50 €	6,00 €
Activité sur place journée ou avec communes avoisinantes	5,50 €	6,50 €	8,00 €
Sorties à la $\frac{1}{2}$ journée avec prestataire de service	6,00 €	7,00 €	8,50 €
Sorties à la journée ou soirées avec prestataire de service	10,00 €	11,00 €	14,00 €
Tarifs 2015-2016 au Quotient Familial	QF < 800	QF = >800	Enfant hors Commune
Activité sur place $\frac{1}{2}$ journée ou avec communes avoisinantes	3,50 €	4,50 €	6,00 €
Activité sur place journée ou avec communes avoisinantes	5,50 €	6,50 €	8,00 €
Sorties à la $\frac{1}{2}$ journée avec prestataire de service	6,50 €	8,00 €	9,50 €
Sorties à la journée ou soirées avec prestataire de service	11,00 €	13,00 €	16,00 €

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Madame Le Pabic demande si cette hausse ne va pas diminuer la fréquentations au centre de loisirs.

Madame le Maire, précise que les sorties sont très demandées et que par rapport aux autres communes, nos tarifs sont moins élevés, et précise que le prix d'une entrée dans les différents parcs de loisirs est de 15 €.

Décision :

Votes : Pour 14

Contre

Abstention(s)

❖ Admission en non-valeur

Le Trésorier Municipal soumet au Conseil Municipal une proposition d'admission en non-valeur d'un montant total de 2021.51 € se détaillant comme suit :

Assainissement

2009 : 143,76 €

2010 : 251,68 €

2011 : 254,22 €

2012 : 277,80 €

Total de 927.46 € Décision du tribunal d'instance d'effacement de dette 12/02/2013

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Madame le Maire précise qu'il s'agit d'une décision du tribunal, pour effacement de dette. Le conseil municipal n'a d'autre choix que d'accepter.

Votes : Pour 14

Contre

Abstention(s)

Cantine :

2011 : 129.90 €

2012 : 793.25 €

2013 : 170.90 €

Total de 1094.05 € Décision du tribunal d'instance d'effacement de dette 12/02/2013**Commentaires de l'assemblée délibérante :**

Elodie Lavenant s'interroge sur le fait que l'on continue d'accepter les enfants.

Monsieur le Nevanen répond que le conseil souhaite ne pas de refuser les enfants à la cantine mais que pour le centre de loisirs c'est différent. Une liste a été remise à David le Gallo, il orientera alors les parents vers la Mairie afin de régulariser leurs dettes, avant l'inscription à l'Accueil de Loisirs.

Et, Madame le Maire souhaite continuer dans ce sens

Votes : Pour 14 Contre Abstention(s)

❖ Révision des loyers

Le loyer peut être révisé une fois par an si une clause inscrite dans le bail le prévoit. La date de révision est alors celle indiquée dans le bail : 1^{er} juillet.

L'IRL (Indice de référence des Loyers) sert de base pour la révision des loyers. Il fixe les plafonds des augmentations annuelles des loyers que peuvent exiger les propriétaires de leurs locataires.

Pour la révision des loyers au 1er juillet 2015, il a été retenu l'Indice de référence des loyers en France au quatrième trimestre 2014, soit +0,37 %

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Madame le Pabic : demande si tous les logements communaux sont concernés par cette augmentation.

Monsieur le Nevanen précise que cette augmentation concerne tous les logements communaux et la clause est inscrite sur chaque bail.

Année 2014		
Indice	Variation annuelle en %	Parution Insee
125,00	+0,80 %	T1-2014
125,15	+0,57 %	T2-2014
125,24	+0,47 %	T3-2014
125,29	+0,37 %	T4-2014

❖ Signature d'une convention avec Le Syndicat de La Vallée du Blavet

Cette convention a pour objet la définition de la répartition financière des coûts engendrés par les travaux de remplacement d'un ancien pont par un pont cadre sur le ruisseau de Kerhuilic au moulin de Talhouët, non prévus dans la programmation de travaux validée en comité de pilotage CTMA (Contrat Territorial Milieux Aquatiques).

Répartition financière :

Coût des travaux 27 964,50 € HT soit 33 557,40 € TTC

La commune de Saint Barthélémy prendra à sa charge 10% du montant soit 3 355,74 € TTC.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Monsieur le Nevanen précise que ces travaux font suite aux dernières inondations. Ils sont indispensables à une bonne continuité écologique tout en réduisant les risques d'inondation du moulin.

Madame le Maire précise que les travaux ne devraient pas tarder à commencer. D'autres demandes d'aides pourraient aussi être faites auprès du Syndicat de la vallée du Blavet pour d'autres endroits sur Saint Barthélémy.

Décision :

Votes : Pour 14 Contre Abstention(s)

La poste :

Madame le Maire informe que le projet de la poste est en attente et sera revu en Commission. La décision concernant ce projet serait à prendre avant le mois de septembre.

Monuments aux morts :

Madame le Pabic demande le devenir du monument aux morts car elle en entend plus parlé. Madame le Maire, informe que suite à 2 devis reçus, le devis de Pascale Mauny a été réactualisé, reste en attente le devis de Coreum. Sachant qu'il y a déjà eu une subvention de 3 000 € TTC de Monsieur LE SQUARNEC, Sénateur du Morbihan, et de 1588 € TTC de l'ONACVGC et que le coût total devrait être à peu près de 9 000 € HT soit 10 800 € TTC. Dès réception des devis les travaux pourront commencer.

Lotissement de Prad Izel :

La réception de travaux de voirie est prévue le lundi 29 juin, la réception espace vert aura lieu en octobre. Une remarque a été avancée par Monsieur Le Nevanen concernant la détérioration de la route près du lot N°13.

Réception des lagunes :

La réception des lagunes a été faite le 5 juin dernier, Madame le Maire informe que cette réception de fin de travaux n'a pas été signée car il y a plusieurs problèmes. La SATESE a effectuée des prélèvements et plusieurs points négatifs ont été relevés concernant le système de fonctionnement. Madame le Maire doit faire un courrier au Cabinet BOURGOIS.

Madame le Maire clos le conseil à 20h07



SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Vendredi 18 Septembre 2015 – 19h30

Présents : Mme KERVARREC Yolande, Maire – M. Pierre LE NEVANEN, Adjoint, Mme Patricia MOUTAULT, Adjointe – Mmes Isabelle CORBEL, Elodie LAVENANT, Stéphanie RIO, M. RIO Maurice, Gwénael CARO, Jean-Bernard MERCIER, Christian DANIEL, Jean-Philippe LE PABIC.

Absents excusés ayant donné procuration :

- Valérie JAN à Yolande KERVARREC
- Yvon BOUTTIER à Pierre LE NEVANEN
- Delphine DECLOEDT à Patricia MOUTAULT

Absente :

- Odile LE PABIC

Madame Yolande Kervarrec, Maire, rappelle que le public n'a pas le droit à la parole et doit s'abstenir de toute intervention ou manifestation.

Madame Yolande Kervarrec, Maire, précise que le quorum est atteint et que le Conseil Municipal peut valablement délibérer

1) Approbation du procès-verbal de la dernière séance :

Le procès-verbal du vendredi du 26 juin est adopté à l'unanimité.

2) Désignation du secrétaire de séance :

Madame Isabelle CORBEL est désignée secrétaire de séance

3) Administration générale

• Compte rendu des délégations

Par délibération en date du 4 avril 2014, le Conseil Municipal a délégué un certain nombre de ses pouvoirs au Maire. Aussi, conformément à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire doit rendre compte des décisions prises dans le cadre de cette délégation.

Décision n° 06-2015

Madame le Maire informe le conseil des paiements

➤ à la SARL REYNERO couvreur 56740 Locmariaquer

- 2966.16 €TTC pour les travaux de déposes et pose de gouttières et réparation de toiture, impasse du Presbytère,
- 3308.43 €TTC pour dépose et pose de gouttières, remplacement des noues zinc, réparation toiture et 2498.38€ TTC pour les travaux déposes et pose ardoises et voliges, 11 rue de la poste,
- 1785.07 € TTC pour les travaux dépose et pose de gouttières avec crochets sécu, 18 rue de la gare, (logement Pencolé)

Décision n° 07-2015

Madame le Maire informe le conseil d'un paiement

➤ à Raoul Stéphane électricien plombier 56930 Pluméliau,

- 772.07 TTC, pour remise aux normes du tableau électrique, qui alimente le sous-sol et la cage d'escalier, à la Poste,

Décision n° 08-2015

Madame le Maire informe le conseil d'un paiement

- à Le Jossec Anthony couvreur 56150 Saint Barthélémy,
 - 4966,26 TTC, pour la rénovation de la couverture en ardoise partie réfectoire de la cantine à l'école « les Hirondelles »

❖ Désignation d'un délégué à la commission de transfert de charges de Baud Communauté en remplacement de Monsieur Jacques Le Gall

Il est rappelé que Monsieur Jacques le Gall était délégué à la Commission Transfert de charges de Baud communauté. Suite à sa démission il y a lieu de procéder à son remplacement.

Le Bureau Municipal propose : Madame Yolande KERVARREC

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Neant

Décision :

Votes : Pour 14

Contre 0

Abstention(s) 0

❖ Commissions municipales – ajout de conseiller municipal -

Suite à l'intégration de Madame Delphine Decloedt à la Commission Enfance/ Jeunesse, il est proposé à l'équipe de la minorité de désigner un de leur membre pour équilibrer la répartition des sièges.

Proposition de la liste minoritaire : Jean-philippe LE PABIC

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Néant

Décision :

Votes : Pour 14

Contre 0

Abstention(s) 0

❖ Décision modificative N°1 Budget Assainissement

Madame le Maire informe le Conseil Municipal d'un manque de crédits sur le Budget Assainissement, Il est donc nécessaire de prévoir la décision modificative suivante, il s'agit d'une opération d'écriture permettant d'équilibrer le budget

Budget assainissement : Section d'Investissement

Dépenses

2315 : Installations, matériel et outillage technique..... (+) 60000 €

Recettes

1641 : Emprunt et dette assimilées..... (+) 60 000 €

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Néant

Décision :

Votes : Pour 14

Contre 0

Abstention(s) 0

❖ Décision modificative N°1 Budget Commune

Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'il est nécessaire de modifier comme suit le Budget primitif 2015, par décision modificative

Budget commune :

Fonctionnement	Chapitre	Articles	Montant
Dépenses			
Fourniture des ateliers	60	60223	+ 500€
Location mobilières	61	6135	+ 500€
Terrains	61	61521	+1 500 €
Bâtiment	61	61522	+ 15 000€
Autres biens mobiliers	61	61558	+ 3 000€
Documentation générale et technique	61	6182	+ 105 €
Concours divers	62	6281	+ 1 100 €
Cotisation pour assurance du personnel	64	6455	+ 1 500 €
Créances éteintes	65	6542	+ 1500 €
Autres communes	65	657348	+ 3 000€
Dépenses imprévues	022		- 27 705 €

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Christian Daniel précise que lui et Jean Philippe LE PABIC s'abstiennent comme ils se sont abstenus sur le vote du budget

Décision :

Votes : Pour 12

Contre 0

Abstention(s) 2

❖ Signature de la convention Projet Educatif du territoire (PEDT)

La mise en œuvre d'un PEDT relève de la Commune.

Le PEDT est un outil de travail dont l'objectif est de mobiliser toutes les ressources d'un Territoire afin de garantir une continuité éducative entre les projets des écoles et les activités proposées aux enfants en dehors du temps scolaire. Il prend la forme d'une convention, pour une durée maximale de trois ans. Il permet un partenariat entre les collectivités territoriales, les acteurs éducatifs, les services de l'état et les associations locales.

Il a pour but de favoriser les échanges entre les acteurs éducatifs (parents, enseignants, animateurs) tout en respectant le domaine de compétences de chacun d'entre eux.

Suite au projet transmis aux services concernés, relatif au Projet Educatif de Territoire (PEDT), une convention doit être conclue entre le Directeur DDCS, la Directrice Académique des Services de l'Education Nationale, la Caisse d'Allocation familiale du Morbihan, et Madame le Maire de Saint Barthélémy.

- Il est proposé d'approuver la convention PEDT de la commune de Saint Barthélémy,
- Et d'autoriser Madame le Maire à signer ladite convention et toutes les pièces nécessaires à cette opération.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Monsieur LE NEVANEN précise que le PEDT est reconduit pour l'année.

Décision :

Votes : Pour 14

Contre 0

Abstention(s) 0

❖ Demande de subvention au titre des amendes de police 2016

La commission de travaux qui s'est réunie le 8 septembre 2015, propose d'aménager la fin de la rue de La Poste devant le lotissement « Prad Izel » côté droit, en direction de St Adrien. L'aménagement permettra de sécuriser l'entrée du bourg.

Il est précisé que ce projet est éligible à une subvention du Département Ce dossier sera présenté pour l'attribution d'une subvention.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Madame KERVARREC informe que l'année dernière il a déjà été fait une demande de subvention concernant pour le côté gauche.

Monsieur LE NEVANEN la mise en place d'un arrêt de bus et de conteneurs poubelles.

Décision :

Votes : Pour 14

Contre 0

Abstention(s) 0

❖ Programme Taux de Solidarité Départemental

La commission de travaux qui s'est réunie le 8 septembre 2015, propose d'aménager la fin de la rue de La Poste devant le lotissement « Prad Izel » côté droit, en direction de St Adrien. L'aménagement permettra de sécuriser l'entrée du bourg.

Il est précisé que ce projet est éligible à une subvention du Département Ce dossier sera présenté pour l'attribution d'une subvention.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Néant

Décision :

Votes : Pour 14

Contre 0

Abstention(s) 0

❖ Taxe d'aménagement : Exonération

Lors du Conseil Municipal du **29 mai dernier**, il a été décidé de reporter les points 2 et 3 concernant les exonérations facultatives applicables pour la taxe d'aménagement.

Point 2 : concernant le taux de 2 % appliqués sur les zones commerciales, artisanales et industrielles.

Point 3 : concernant la minoration de 1.5 % pour les résidences principales financées pour un prêt à taux 0

Après renseignements pris auprès de la Préfecture, il convient de rectifier l'erreur de rédaction de la délibération **du 27 novembre 2014**, d'annuler et de remplacer comme suit, la délibération du 29 mai 2015.

-Exonération totale de la part communale, de tous les abris de jardin, y compris ceux réalisés en extension de la construction existante et dont la surface est comprise entre 20 m2 et 40 m2 dans les zones U du PLU.

- Exonération de 50 % de leur surface, les surfaces des locaux à usage d'habitation principale qui ne bénéficient pas de l'abattement mentionné au 2° de l'article L.331-12 et qui sont financés à l'aide du prêt ne portant pas intérêt prévu à l'article L.31-10 du code de la Construction et de l'habitation (prêt à taux renforcé – PTZ+)

- Exonération des commerces de détails d'une surface de vente inférieure à 400 m2

Le bureau propose de valider la délibération et de la reconduire de plein droit les années suivantes, partir du 1er janvier 2015

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Monsieur Pierre LE NEVANEN précise qu'il s'agit d'une rectification d'une erreur de rédaction.

Décision :

Votes : Pour 14

Contre 0

Abstention(s) 0

❖ Dépôt du dossier Accessibilité pour l'Ad'AP

Madame le Maire rappelle les termes de l'ordonnance présentée le 25 septembre 2014 qui a modifié les dispositions législatives de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Avant le 27 septembre 2015, les collectivités ont l'obligation de s'engager par la signature d'un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) pour mettre en conformité leurs Etablissements Recevant du Public.

La commission travaux qui s'est réunie le 8 septembre dernier, propose de missionner un bureau d'étude pour diagnostiquer et déposer le dossier pour l'Ad'AP avant le 27 septembre 2015.

4 Organismes professionnels ont été contactés. (PACT HD, SOCOTEC, APAVE et AMENAGEMENT CONSEIL)

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Madame Kervarrec informe des différents devis. Et le choix se porterait sur le PACT HD (prix le plus attractif). Cet organisme effectuerait le diagnostic et déposerait le dossier pour l'Ad'AP.

Décision :

Votes : Pour 14

Contre 0

Abstention(s) 0

❖ Admission en non-valeur

Madame le Maire rappelle aux membres du conseil que celui-ci doit se prononcer en vue d'accepter les demandes d'admissions en non-valeur de certains titres de recettes pouvant se révéler être irrécouvrables, en raison soit de l'insolvabilité du débiteur, soit de la caducité de la créance, soit de la disparition du débiteur.

Le Trésorier soumet au Conseil Municipal, un état des produits irrécouvrables, s'agissant d'une décision de justice, pour un montant total de 542.90 € se détaillant comme suit :

Assainissement

2012 : 87.80 € (1 famille)

2013 : 309 € (1 famille)

2014 : 95.10 € (1 famille) 51.00 € (1 famille)

Il est demandé au conseil d'admettre en non-valeur la somme ci-dessus mentionnée.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Madame Le Maire précise que les noms de familles concernés peuvent être consultés en Mairie

Décision :

Votes : Pour 14

Contre 0

Abstention(s) 0

Par courrier en date du 3 juillet dernier, l'eau du Morbihan nous informe que nous devons présenter le rapport sur le prix et la qualité de service exercice 2014, à notre assemblée délibérante. Le rapport est consultable sur www.eaudumorbihan.fr(télécharger/rapport d'activité).

Production et Transport d'eau potable 2014

TERRITOIRE

611 261 habitants

Le service d'eau potable Eau du Morbihan regroupe 232 communes, au titre de l'exercice des compétences obligatoires Production et Transport.

La population desservie est de 611 261 habitants.

232 communes adhérentes en Production Transport

EXPLOITATION

En affermage, marchés de service ou conventions avec les services municipaux

Eau du Morbihan confie par contrat aux sociétés SAUR, VEOLIA, LYONNAISE DES EAUX et STGS la responsabilité du fonctionnement des ouvrages, de leur entretien et de la permanence du service, sous le contrôle du syndicat qui est le donneur d'ordre.

Eau du Morbihan garde la maîtrise des investissements et la propriété (ou la mise à disposition) des ouvrages.

PRODUCTION

53 stations de traitement d'eau potable

En 2014, Eau du Morbihan a produit 27 731 729 m³ (dont 22% d'origine souterraine) à partir de 15 stations de traitement d'eau de surface et 38 stations de traitement d'eau souterraine.

TRANSPORT

Un réseau de 182 km

En 2014, un volume de 5 570 626 m³ a transité dans le réseau d'interconnexion (+1% par rapport à 2013).

QUALITE

Les taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire sont indiqués dans les notes de synthèses établies par l'Agence Régionale de Santé (ARS 56), disponibles sur le site internet.

PRIX

0,61 € HT/m³ vendus aux services Distribution

Le Tarif de Fourniture d'Eau en Gros (TFEG) couvre :

- Les charges d'exploitation relatives à la Production d'eau et au Transport ;
- Les charges d'investissement ;
- Les achats d'eau à des partenaires extérieurs ;
- Les participations aux bassins versants ;
- La sécurisation...

Distribution d'eau potable 2014

TERRITOIRE

205 189 habitants

Le service d'eau potable Eau du Morbihan regroupe 115 communes, au titre de l'exercice de la compétence optionnelle Distribution.

La population desservie est de 205 189 habitants.

232 communes adhérentes en Production Transport et 115 communes adhérentes en Distribution

EXPLOITATION

En affermage et marchés de service

Eau du Morbihan confie par contrat aux sociétés SAUR, VEOLIA et LYONNAISE DES EAUX la responsabilité du fonctionnement des ouvrages, de leur entretien et de la permanence du service, sous le contrôle du syndicat qui est le donneur d'ordre.

Eau du Morbihan garde la maîtrise des investissements et la propriété (ou la mise à disposition) des ouvrages.

L'eau est distribuée à 99 916 abonnés.

DISTRIBUTION

Un réseau de 6 929 km 9 534 325 m³ consommés

En 2014, les abonnés ont consommé 9 534 325 m³ soit en moyenne 261 litres par habitant et par jour ou 95 m³ par abonné par an.

Compte tenu des fuites (pour partie inévitables) et des besoins en eau du service (purgés du réseau, poteaux incendie, lavages des réservoirs, ...), le rendement du réseau était de 83,11% en 2014.

QUALITE

Les taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire sont indiqués dans les notes de synthèses établies par l'Agence Régionale de Santé (ARS 56), disponibles sur le site internet.

PRIX

306,58 € pour 120 m³

Le prix du service comprend une partie fixe (abonnement) et un prix au m³ consommé.

Au total, un abonné domestique consommant 120 m³ payera 306,58 € (sur la base du tarif du 1^{er} janvier 2014, toutes taxes comprises). Soit en moyenne 2,55 €/m³.

Sur ce montant, représentent :

- 23% la part fixe,
- 60% la part proportionnelle,
- 12% la redevance de pollution domestique (décidée par l'Agence de l'Eau),
- 5% la TVA.

Madame le Maire informe qu'il y a eu plusieurs commissions.

La commission Travaux s'est réunie le 8 septembre.

- **Travaux réalisés :**
 - Fossés + accotements
 - Une partie du PATA a été réalisé. Une somme de 15 000 € était prévue, seulement 8 000 € ont été réalisés,
- **Investissement 2015 :**

Rue du Vieux Bourg	3 848,50 €
CE Kercadio : enrobé patte d'oie	3 167,20 €
CE Kergouave : enrobé patte d'oie	2 027,20 €
CE St Thuriau : enrobé patte d'oie	2 027,20 €
Village St Thuriau : enrobé	5 594,00 €
Total	16 664.10 €

- **Travaux de voirie à réaliser :**
 - Patta pour 7 000 € (déjà réalisé par Baud Communauté : 8 000€)
 - Kergouave Bihan : Buse
 - Le Resto : Ecoulement eau pluviale du village
 - Fauchage : accotement + fossé
 - Panneaux : Village de Saint Thuriau et route de Saint Hilaire (Sens Interdit et Stop). Remplacement et ajout de panneaux sur le reste de la commune

Concernant les travaux de PATA, Monsieur Le Pabic : déplore l'organisation suite au départ de Monsieur Le Gall Jacques, pas de coordination entre la Mairie et Baud Communauté. Il souhaiterait qu'un référent soit nommé et que des rendez-vous soient planifiés avant l'intervention de Baud Communauté.

Madame le Maire fait remarquer qu'elle a fait la demande à plusieurs reprises au service technique de la commune, pour boucher les trous avant la pose de PATA (ex : Kernestic)

Commission Environnement – Baud Com : Redevance incitative conteneurs poubelles :

Appel d'offre conteneurs enterrés

La commission Environnement avait fixé les critères pour l'appel d'offres des conteneurs comme ceci :

- 60% prix
- 40% valeur technique
- La commission valide la modification des critères de choix de l'appel d'offres conteneurs à :
 - 50% prix
 - 50% valeur technique.
- Cette modification permettra d'éviter les offres répondant aux critères techniques mais avec des produits de qualité plus faible.

Le projet de mise en place de la Redevance Incitative rend nécessaire la composition de la commission d'appel d'offres pour les marchés d'achat de véhicules de collecte (500 000€) et d'achat de conteneurs (1 800 000€).

	Titulaires	suppléants
Président	Jean-Paul Bertho	Charles Boulouard
Membre	Benoît Quéro	Yvon Le Clainche
Membre	Philippe Fonsart	Léon Quilleré
Membre	Noël Le Moigno	Noël Le Loir
Membre	Yolande Kervarrec	Carine Pessiot
Membre	Jessica Le Gouevrec	Pierre Le Nevanen

Le programme de mise en place prévoit l'installation du nouveau système de collecte sur Pluméliau en début d'année 2016.

La commune organise des réunions de quartiers au cours du mois de septembre. Lors de ces réunions un document (recto-verso A4) sera distribué (en pj au compte rendu).

Ce document indique le contexte et les enjeux de l'évolution du service de collecte des déchets. Il explique les modalités de fonctionnement du futur système de collecte.

Un calendrier de mise en place et d'évolution de la facturation figure à la fin du document.

A l'issue de ces réunions, le document pourra être envoyé aux foyers de Pluméliau puis à l'ensemble des foyers de Baud Communauté afin de distribuer une première information des évolutions à venir.

Rentrée Scolaire :

Monsieur LE NEVANEN informe que pour cette rentrée 2015-2016, le nombre d'élèves est de :

Ecole publique : 50 élèves

L'école publique **Les Hirondelles** a subi la fermeture d'une classe mais a bénéficié d'une ouverture d'un demi-poste.

L'école compte donc 3 maîtresses : Mme DORIGNY, directrice (CP/CE1/CM1) - Mme LORGOUILLOUX (maternelle) – Mme PINABEL (CE2/CM2).

Mme PINABEL intervient 4 matins : lundi, mardi, jeudi et vendredi avec les CE2 et CM2

Le mercredi matin et les 4 après midi il y a 2 classes : Maternelle/CP/CE1 avec Mme LORGOUILLOUX et CE2/CM1/CM2 avec Mme DORIGNY.

• Projets :

- Sur l'année scolaire et pendant les APC (activités pédagogiques complémentaires) : L'Art avec l'association l'Art dans les Chapelles.
- Les « Mercredi de Baud » : du 9 décembre au 30 mars
- Piscine : du 21 mars au 24 juin (de 14h30 à 15h30)

L'ensemble du corps enseignant est soulagé par cette ouverture et satisfait de l'organisation. Il a remercié la mairie et les parents d'élèves pour leurs interventions auprès de l'inspecteur d'académie.

M. Christian DANIEL, s'interroge sur l'effectif en baisse et sur le départ de plusieurs familles. Il y a-t-il des raisons précises ?

Madame le Maire répond que certaines familles ont déménagé, d'autres ont choisi de changer d'école pour des raisons peu claires ; raisons changeantes suivant l'interlocuteur (mairie ou enseignantes).

Mme RIO Stéphanie évoque un effet boule de neige ; beaucoup de famille parties de l'école publique résident dans la même citée.

Madame le Maire précise que pour ces enfants, aucune radiation, aucune dérogation n'ont été signées. Un courrier a été envoyé à Monsieur QUERIO, Maire de Plumeliau, pour l'informer qu'aucune participation financière ne serait supportée par la commune.

Loi NOTRe

Les principales dispositions de la loi NOTRE du 08 août 2015 sont présentées au bureau communautaire dernier. Elles réaffirment le poids grandissant des régions et des intercommunalités au détriment du département. De nouvelles prises de compétences par BAUD Communauté sont prévues :

- L'accueil des gens du voyage : 1er janvier 2017
- GEMAPI : 1er janvier 2018
- Eau et assainissement : optionnelle au 1er janvier 2018 obligatoire au 1er janvier 2020
- Maison de service public : 1er janvier 2017

Les intercommunalités doivent comprendre au minimum 15 000 habitants en prenant en compte le chiffre de la population municipale. Des dérogations sont possibles concernant le seuil de 15 000 habitants mais BAUD Communauté ne répond pas aux critères d'éligibilité.

La population municipale de BAUD Communauté est a priori légèrement inférieure à 15 000 habitants (14 758 habitants) ce qui contraint la Communauté de Communes à s'étendre ou à fusionner avec d'autres intercommunalités.

La réglementation prévoit la présentation d'un schéma par le Préfet en octobre 2015 qui devra être approuvé ou amendé au printemps 2016 par les communes et la CDCI suivant une procédure relativement complexe (document joint).

Au cours des bureaux précédents, les élus ont réaffirmé leur volonté de maintenir BAUD Communauté et de l'étendre en conformité avec les cartes sur les bassins de vie. Pour le moment, les discussions concernent la Commune de CAMORS.

En cas d'accord de la Commune de CAMORS, il est probable que Monsieur Le Préfet en tiendra compte dans son schéma. En cas de refus de cette dernière, Monsieur Le Préfet proposera certainement une fusion des Communautés de Communes de LOCMINÉ Communauté, SAINT-JEAN Communauté voir de la Communauté de Communes du LOC'H.

Un courrier a été rédigé par M. BERTHO au Préfet pour défendre la Communauté de Commune de baud.

Commission défense de la Poste.

M. DABURON avait fait le souhait de recevoir l'agence postale dans son établissement intermarché. Mais n'a finalement pas renouvelé sa demande.

La commission aurait pour projet d'installer la poste au centre culturel ou en mairie. Monsieur Christian DANIEL propose au conseil municipal de délibérer quant à une agence postale.

Conseil Municipal Enfants.

Mme Stéphanie RIO ne pouvant, pour raisons professionnelles, participer au Conseil Municipal Enfants, Mme MOUTAULT Patricia fait appel aux conseillers pour y participer.

Plusieurs projets sont planifiés : Elocution d'un poème le 11 novembre, Participation à la banque alimentaire Fin novembre, Participation au Téléthon

Divers :

Pour une question d'organisation, M. Jean-philippe LE PABIC et M. Christian DANIEL demandent que la date des prochains conseils municipaux soit fixée plus tôt possible sans forcément l'ordre du jour qui sera transmis plus tard. Madame le Maire a entendu leur demande.

Madame le Maire clos le Conseil à 21h18.



SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

30 OCTOBRE 2015 – 19h30

Présents : Mme KERVARREC Yolande, Maire – Mr. Pierre LE NEVANEN, Adjoint – Mr. Yvon BOUTTIER, Adjoint – Mme Patricia MOUTAULT, Adjointe _ Mme Isabelle CORBEL, Mme Elodie LAVENANT, Mme Valérie JAN, Mr. Gwénael CARO, Mr. Jean-Bernard MERCIER, Mme Odile LE PABIC, Mr. Maurice RIO, Mme Stéphanie RIO, Mme Delphine DECLOEDT, Mr Jean-Philippe LE BABIC, Mr. Christian DANIEL.

1) Approbation du procès-verbal de la dernière séance :

Le procès-verbal du 18 septembre 2015 est adopté à la majorité.

2) Désignation du secrétaire de séance :

Pierre Le Névanen

❖ **Présentation Mission locale – Information**

Par courrier en date du 7 juillet dernier, la mission locale Centre Bretagne, nous informe qu'elle souhaite rencontrer chaque conseil municipal afin de pouvoir y représenter le dispositif, les activités et les missions de la structure.

3) Administration générale

❖ **Compte rendu des délégations**

Par délibération en date du 4 avril 2014, le Conseil Municipal a délégué un certain nombre de ses pouvoirs au Maire. Aussi, conformément à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire doit rendre compte des décisions prises dans le cadre de cette délégation.

Décision n° 10-2015

Madame le Maire informe le conseil :

Qu'une convention a été signée avec l'APAVE pour la vérification de l'installation électrique dans les établissements recevant du public le montant des honoraires s'élèvent à 776 € HT (931,20 TTC)


Décision n° 11-2015

Madame le Maire informe le conseil :

Du renouvellement du contrat de prestation de service avec le laboratoire départemental d'analyses du Morbihan pour la cantine municipale. Contrat conclu pour une durée d'1 an à compter du 1^{er} novembre 2015. Coût : forfait annuel de 526.83 € HT (632,20 TTC) (en 2014 : 519,00 € HT -611,21 TTC)

❖ **Fourniture électricité - Tarif Jaune : Validation des tarifs – Délibération**

Madame le Maire rappelle que par délibération en date du 26 septembre 2014, elle a été autorisée à signer la convention adhésion au service CEP du Pays de Pontivy, permettant d'adhérer au groupement de commande pour « l'achat d'énergie et la fourniture de services associés » pour la salle polyvalente et la Mairie (Compteur commun pour ces 2 sites). Ces documents n'ayant pas été transmis au service CEP, nous n'avons pu bénéficier des tarifs groupés (tarif Jaune). La commune a donc fait appel à Monsieur Hermant Julien, Conseiller en Energie partagée, au Syndicat mixte du pays de Pontivy, afin de mettre en concurrence les fournisseurs, Monsieur Hermant a présenté son étude au Bureau Municipal mardi 27 octobre 2015.



Comparaison des fournisseurs

Conditions demandées :
Coût fixe sur une période de 2 ans
Changement à partir du 1^{er} janvier 2016

Fournisseur	Abonnement	Consommation	Taxes et contributions	Total Hors TVA	TVA	TOTAL TTC	Gain annuel
Actuel	2 384 €	2 693 €	1 519 €	6 597 €	1 319 €	7 916 €	-
Direct énergie	1 813 €	2 756 €	1 007 €	5 576 €	1 115 €	6 692 €	1 225 €
GDF-Suez	1 153 €	2 990 €	1 007 €	5 150 €	1 030 €	6 180 €	1 737 €
EDF	1 850 €	2 833 €	1 007 €	5 690 €	1 138 €	6 828 €	1 088 €

Proposition de Bureau Municipal : GDF – Suez (Gain annuel : 1 737€)

Décision :

Votes : Pour 15

Contre

Abstention(s)

❖ Nouvelle appellation de la participation pour le raccordement à l'égout (PRE) – **Délibération**

La participation pour l'assainissement collectif a été créée par l'article 30 de la loi de finances rectificative n°2012-354 du 14 mars 2012.

La participation pour Raccordement à l'Egout (PRE), est désormais nommée Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) dont les dispositions sont codifiées à l'article L1331-7 du code de la Santé Publique.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Madame le Maire : Simplement mettre à jour la nouvelle appellation qui n'a pas été changée depuis 2012.

Décision :

Votes : Pour 15

Contre

Abstention(s)

❖ Projet de Schéma de mutualisation de Baud Communauté – **Délibération**

Baud Communauté nous a transmis un projet de schéma de mutualisation de Baud Communauté, dont vous avez reçu copie. Le conseil municipal doit émettre un avis avant le 31 décembre 2015.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Néant

Décision :

Votes : Pour 15

Contre

Abstention(s)

❖ Demande de subvention au titre de la réserve parlementaire 2016 – **Délibération**

Lors du dernier conseil, il était précisé que l'aménagement de la fin de la rue de La Poste devant le lotissement « Prad Izel » côté droit était éligible aux subventions du Département. Ce dossier peut

également fait l'objet d'une demande de subvention sur les 2 cotés au titre de la « Réserve parlementaire pour l'année 2016 ».

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Madame le Maire : Le sénateur Michel Le Scouarnec souhaite nous octroyer une partie de sa réserve parlementaire. Le montant sera défini à la clôture du dossier

Décision :

Votes : Pour 15

Contre

Abstention(s)

❖ Aide communale - Destruction nids de frelon – Délibération

La loi NOTRe interdit au Département de continuer à attribuer des aides aux particuliers. En conséquence l'appui financier concernant la destruction des nids de frelons est supprimé par le Département.

De ce fait, il est nécessaire de revoir la délibération, qui tient compte de la participation du Département.

Le Bureau Municipal propose de maintenir la participation communale dans les mêmes conditions (25%) pour cette fin de saison de piégeage qui est fixée fin novembre et propose de revoir la participation en début d'année 2016.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Néant

Décision :

Votes : Pour 15

Contre

Abstention(s)

❖ Avenir du bureau de poste - Délibération

Depuis fin mai 2014, une rencontre a eu lieu avec la Mairie et la poste pour une réduction d'horaire de 18 heures à 12 heures. La poste a fait plusieurs propositions : agence postale communale, relais poste commerçant.

La poste rappelle les modalités de la convention.

- ✓ La poste contractualise avec le Maire,
- ✓ La Poste installe le mobilier, le matériel informatique, le terminal de paiement électronique, la signalétique,
- ✓ La Poste assure la formation du ou des agents territoriaux,
- ✓ La Poste verse 1000€/mois à la commune pour la gestion du service pendant 9 ans,
- ✓ La Poste lui verse également une prime exceptionnelle de 3 fois le montant de la prime mensuelle, soit 3000 € supplémentaires le premier mois de fonctionnement,
- ✓ La Poste finance jusqu'à 15 000 € les travaux nécessaires à l'aménagement du nouveau local,
- ✓ La Mairie conserve la maîtrise des horaires d'ouverture du service postal et l'agent territorial reste sous sa responsabilité.

L'agence postale communale permet aux clients d'effectuer 95 % des opérations réalisées en bureau de poste : dépôt et retraits de courrier et de colis, achats de timbres, d'emballage, retrait d'argent jusqu'à 350 €/semaine par titulaire du compte CCP (soit 700 € autorisé pour un compte joint) et 350 €/semaine sur un livret d'épargne. Les transferts d'argent vers l'étranger ne sont pas autorisés dans les agences postales.

Le Comité de pilotage contre la réduction d'horaire de la Poste propose la solution de l'agence postale communale.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Isabelle Corbel : Date pour le passage à l'agence postale ?

Madame le Maire : La poste nous demande de délibérer sur le devenir du bureau de poste, pas sur la date du passage.

Décision :

Votes : Pour 15

Contre

Abstention(s)

❖ Actualisation des tarifs 2016 – SAUR – Délibération

Suite à la Commission Finances du 16 octobre dernier concernant l'actualisation des tarifs 2016, la Commission finance propose :

- La modification du tarif de la redevance Annuelle.
- La modification du tarif du prix au m3 consommé.
- La commission propose de créer à compter du 1^{er} janvier 2016 :
 - Une redevance annuelle non abonné « Service eau potable » : Forfait « Famille »
 - Une redevance annuelle non abonné « Service eau potable » : Forfait « Personne Seule »

Tarifs SAUR	2015 €	2016 €
Redevance Annuelle	53€	55 €
Prix par m3 d'eau consommée	2€	2.10 €
Redevance annuelle non abonné « service eau potable » : Forfait « Famille » 50 m3		105 €
Redevance annuelle non abonné « service eau potable » : Forfait « Personne Seule » 35 m3		73.50 €

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Odile Le Pabic : Pourquoi deux nouveaux tarifs ?

Pierre Le Névanen : Les deux tarifs sont créés pour les abonnés utilisant l'eau de pluie ou un puit raccordés à l'assainissement collectif.

Décision :

Votes : Pour 15

Contre

Abstention(s)

❖ Tarifs municipaux 2016 – Délibération

Madame le Maire présente au Conseil Municipal les propositions de la commission des finances pour les tarifs municipaux 2016.

Après délibération, le Conseil Municipal fixe les tarifs municipaux comme suit à compter du 1^{er} janvier 2016.

TARIFS	2015(€)	2016 (€)
Salle Houat - 48 personnes maximum		
Réunion association locale	GRATUIT	GRATUIT
Activités manuelles 10 € /séance	10 €	10 €
Salle Groix - 72 personnes maximum		
Réunion / Formation	70 €	80 €
Repas particulier St Barthélémy (sans cuisine)	180 €	180 €
Repas particulier hors St Barthélémy (sans cuisine)	230 €	230 €
Repas particulier St Barthélémy (avec cuisine)	200 €	200 €
Repas particulier hors St Barthélémy (avec cuisine)	250 €	250 €
Vin d'honneur particulier St Barthélémy	100 €	100 €
Vin d'honneur particulier hors St Barthélémy	130 €	130 €
Hommage divers (obsèques civiles, décorations, ...)	100 €	100 €
Réunion de famille après obsèques	100 €	100 €
Concours divers : loto, cartes, fléchettes, ...	60 €	60 €
Journée expo-vente	200 €	220 €
Salle Belle-Ile - 210 personnes maximum		
Repas associations locale	140 €	140 €
Repas association hors commune	-	260 €
Repas particuliers St Barthélémy 1 repas	260 €	260 €
Repas particuliers hors St Barthélémy 1 repas	370 €	370 €

Repas particuliers St Barthélémy 2 repas	370 €	370 €
Repas particuliers hors St Barthélémy 2 repas	480 €	480 €
Location de la sonorisation de la salle	50 €	50 €
Mariage matin 2 repas	480 €	480 €
Mariage après-midi 1 repas	390 €	390 €
Forfait week-end mariage matin 3 repas sur deux jours	630 €	630 €
Forfait week-end après-midi 2 repas sur deux jours	540 €	540 €
Bal ou fest-noz (association locale)	140 €	140 €
Concours divers : loto, cartes, fléchettes, ...	100 €	100 €
Bal ou fest-noz (association extérieure)	230 €	230 €
Bal Club de l'Amitié (ménage à la charge du Club)	110 €	110 €
Cours de danse Club de l'Amitié (par séance)	40 €	40 €
Goûter / Galette des Rois Club de l'Amitié	60 €	60 €
Loto Club de l'amitié (par semestre) (*2015 par an)	300 € *	150 €
Sport rythmé: Zumba, country ... (par séance)	10 €	10 €
Hommage divers (obsèques civiles, décorations, ...)	100 €	100 €
Réunion de famille après obsèques	100 €	100 €
Journée expo-vente	250 €	270 €
Réveillon organisé par traiteur ou restaurant	600 €	600 €
* Banquet des classes	Gratuit	Gratuit
* 1 spectacle ou marché de Noël pour les écoles	Gratuit	Gratuit
* 2 locations gratuites à l'année pour chaque association	Gratuit	Gratuit
Cimetière		
Caveau - Concession 30 ans, le m ²	80 €	90 €
Cavurne ou Caveautin - Concession 30 ans, le m ²	80 €	90 €
Columbarium		
Concession 10 ans	250 €	300 €
Concession 15 ans	330 €	380 €
Concession 30 ans	510 €	560 €
Centre Culturel		
Abonnement individuel	Gratuit	Gratuit
Abonnement famille	Gratuit	Gratuit
Assainissement		
Branchement à l'assainissement collectif (maisons nouvelles)	1500€	1 500 €

Pour information

Assainissement		
Contrôle conformité branchement Assainissement collectif (dans le cadre d'une vente immobilière)		160 €

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Odile Le Pabic : Pourquoi une augmentation sur les tarifs « Cimetière »

Pierre Le Névanen : Après vérification des tarifs en vigueur sur les communes de Baud Communauté, nous avons constatés que nous avions des tarifs très bas et que les tarifs « Columbarium » nous étions même la moitié moins chère.

Madame Le Maire :

Facturations non réalisées à ce jour

- 3 branchements maisons nouvelles à 1500 € : 1 en 2014 + 2 en 2015
- 18 contrôles conformité pour vente immobilière à 160 € : 2 en 2013 + 9 en 2014 + 7 en 2015

Soit un total de 7 380 € qui sera difficile à recouvrer du faite que certaines personnes ont quittés la commune.

Décision :

Votes : Pour 15

Contre

Abstention(s)

❖ Décision modificative Budget Assainissement – Délibération

Madame le Maire informe le Conseil Municipal d'un manque de crédits sur le Budget Assainissement, Il est nécessaire de prévoir la décision modificative suivante :

Budget Assainissement : Section de fonctionnement :

Dépenses art. 618	Divers	- 2 500 €
Dépenses art. 6542	Créances éteintes	+ 1 500 €
Dépenses art. 6061	Fournitures non stockable (eau, énergie)	+ 1 000 €

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Madame le Maire : Lors du dernier conseil nous avons voté au « Budget Assainissement Investissement » + 60 000 €. A la suite de plusieurs régularisation d'admission en non valeur non réalisées depuis pas mal de temps, le compte « Dépenses article 6542 - Créances éteintes » ainsi que le compte « Dépenses article 6061 -Fournitures non stockable » manquent de crédit. 2 500 € seront donc prélevé dans l'article 618, qui a plus de crédit que nécessaire, et répartis dans les articles 6542 et 6061.

Décision :

Votes : Pour 15

Contre

Abstention(s)

❖ Indemnité de conseil au comptable du Trésor – Délibération

Madame le Maire informe l'assemblée que Monsieur FAISNEL, Comptable du Trésor de Baud, a fait parvenir le décompte de l'indemnité due au titre de l'exercice 2015, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en cours : 527.11 € TTC (480,42 € HT)

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Explication Yolande : Outre les prestations de caractère obligatoire qui résultent de leur fonction de comptable principal des communes les comptables du Trésor, exerçant les fonctions de receveur municipal sont autorisés à fournir aux collectivités territoriales et aux établissements publics concernés des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable, notamment dans les domaines relatifs à :

- ✓ L'établissement des documents budgétaires et comptables
- ✓ La gestion financière, l'analyse budgétaire, financière et de trésorerie ;
- ✓ La gestion économique,;
- ✓ La mise en oeuvre des réglementations économiques, budgétaires et financières.

Ces prestations ont un caractère facultatif. Elles donnent lieu au versement, par la collectivité ou l'établissement public intéressé, d'une indemnité dite "indemnité de conseil".

Pour l'année 2014 cette indemnité a bien été votée mais n'a pas été versée ni réclamée par le trésorier. C'est un oubli de nos services

Décision :

Votes : Pour 15

Contre

Abstention(s)

❖ Attribution du régime indemnitaire et des modalités de versement – Délibération

Le Régime indemnitaire est attribué en fonction du grade des agents.

Le tableau des effectifs a été modifié lors du conseil Municipal du mois de juin 2015, suite à des avancements de grade.

Le régime indemnitaire doit être mis en concordance avec ce nouveau tableau des effectifs, afin de pouvoir attribuer les primes correspondantes à chaque agent.

Le Bureau Municipal propose de reconduire à l'identique le montant antérieurement appelé « prime de fin d'année » de 2014, soit 865.37 € net par agent (proratisé au temps de travail pour l'année 2015).

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Néant

Décision :

Votes : Pour 15

Contre

Abstention(s)

Informations diverses

Comptes rendus des différentes réunions de commissions communales et intercommunales

- Relais Intermarché

Non à la disparition de notre commerce !

Habitants de Saint-Barthélémy, unis dans notre volonté commune de sauvegarder un besoin essentiel et vital, nous souhaitons rappeler notre fort attachement au maintien des commerces au sein du village. Ayant appris la fermeture probable de la supérette, nous exprimons notre volonté pour que tout soit mis en œuvre afin de déterminer une réponse qui favorise le maintien de ce commerce. A défaut, nous exigeons l'ouverture d'un nouveau commerce de même type, qui ne laisse pas un vide fortement préjudiciable à la population.

Conscients de la nécessité d'un tel établissement de proximité au sein de la commune, nous nous engageons, pour que le projet soit viable, à le faire vivre par notre fréquentation.

Saint-Barthélémy, le 25 octobre 2015

Christian Daniel, Odile Le Pabic et Jean-Philippe Le Pabic ont décidé de faire circuler une pétition sur la commune pour « ... exprimer leur volonté pour que tout soit mis en œuvre afin de déterminer une réponse qui favorise le maintien de ce commerce et à défaut, exiger l'ouverture d'un nouveau commerce de même type ... ».

Madame le Maire leur précise que Monsieur Daburon fermera bien le magasin le 31 décembre, comme préciser sur la lettre du 23 septembre 2015 et qu'actuellement deux personnes sont intéressées pour reprendre le magasin. Elle aurait souhaitée être informée de la pétition avant sa diffusion. Plusieurs membres du Conseil Municipal souhaitent savoir à qui va être remise : Madame le Maire ou Monsieur Daburon ? Pas de réponse ...

- St Adrien avancement des travaux

La réunion du 15 octobre avait pour but le lancement de la 4e tranche de travaux pour la restauration des charpentes et couvertures du bras Nord du transept, ainsi que la réalisation du drainage du chœur et la reprise du dallage.

Planning d'interventions :

BRAS DE TRANSEPT NORD

Semaine 44: Réalisation de votre méthodologie pour la récupération des eaux de pluie de la noue, à transmettre au MOE (JOUBREL).

Semaines 45-50: Réalisation des plans, coupes du parapluie et notes de calculs. Transmission aux entreprises et MOE (JOUBREL).

Semaine 51: Validation des plans par les entreprises et MOE. Transmission aux entreprises et MOE.

Semaines 1-4: Mise en place du parapluie (JOUBREL). Assistance au lot 1 au droit des poteaux d'échafaudage (LESURTEL).

Semaine 5: Dépose des couvertures (LESURTEL).

Semaine 6: Dépose des lames de lambris (LE BER). Réalisation du calepin des bois et état sanitaire (LE BER).

Semaine 7: Dépose des charpentes (LE BER).

Semaines 8 à 12: Restauration des charpentes en atelier (LE BER).

Semaines 12 à 14: Repose des charpentes (LE BER).

Semaines 15 à 18: Repose de la couverture (LESURTEL). Repose des lames de lambris (LE BER).

Semaines 19 à 20: Intervention sur la polychromie (COREUM). Remise en place du mobilier (COREUM & JOUBREL).

CHOEUR

Semaine 47: Pose des installations de chantier (JOUBREL). Protection du mobilier (COREUM). Dépose de la table de communion (BOURNIGAL). Réalisation du calepin de sol (JOUBREL). Dépose des dalles (JOUBREL)

Semaine 48: Dépose des dalles, état sanitaire et commande des pierres (JOUBREL)

Semaines 49 à 51: Réalisation du hérisson (JOUBREL). Taille des pierres neuves (JOUBREL). Repose des pierres (JOUBREL)

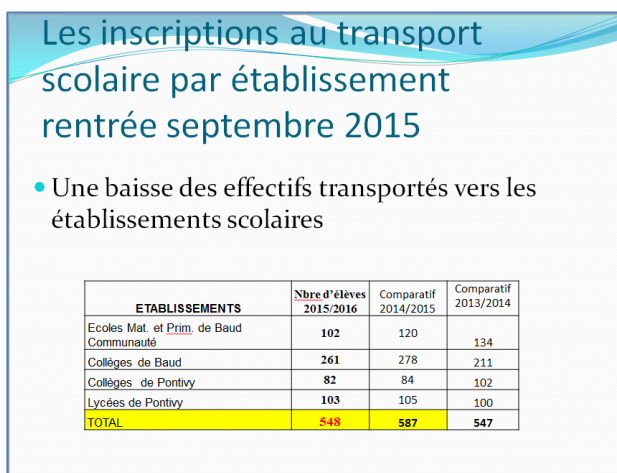
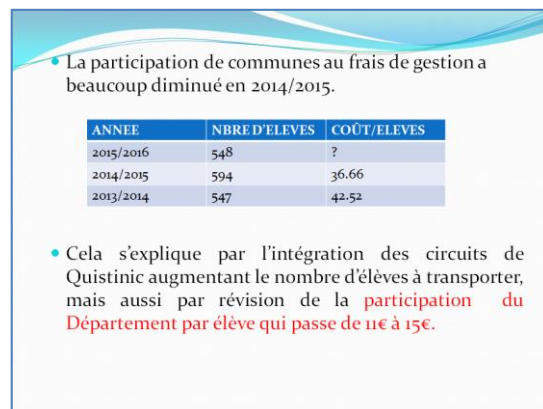
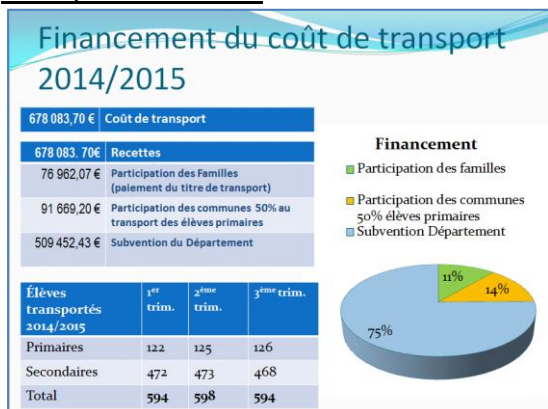
- La loi NOTRe

Baud Communauté sera dans l'obligation de fusionner avec d'autres communautés de Communes à compter du 1er janvier 2017 car elle n'atteint pas le seuil minimum de 15 000 habitants. Le schéma intercommunal présenté

le 12 octobre 2015 par le Préfet propose de fusionner Baud Communauté avec Locminé Communauté et Saint-Jean Brévelay Communauté. « Une carte qui n'est pas actée », a-t-il précisé.

Ce projet de schéma départemental a été envoyé à l'ensemble des communes et communautés de communes pour qu'elles puissent donner leur avis dans les deux mois. Le préfet aura alors encore un an pour acter ou modifier sa carte qui sera effective au 1er janvier 2017.

- **Transports Scolaires**



Madame le Maire clos le conseil à 21h41



SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

18 DECEMBRE 2015 – 19h30

NOTE EXPLICATIVE

Madame Yolande Kervarrec, Maire, rappelle que le public n'a pas le droit à la parole. Le public doit s'abstenir de toute intervention ou manifestation.

1) Approbation du procès-verbal de la dernière séance :

Approuvé à l'unanimité

2) Désignation du secrétaire de séance :

Monsieur Bouttier Yvon

3) Administration générale

❖ Compte rendu des délégations

Par délibération en date du 4 avril 2014, le Conseil Municipal a délégué un certain nombre de ses pouvoirs au Maire. Aussi, conformément à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire doit rendre compte des décisions prises dans le cadre de cette délégation.

Décision n° 12-2015

Madame le Maire informe le conseil des paiements au Pact HD pour :

Le diagnostic et l'analyse détaillée des bâtiments de la commune **1170 € TTC** (975 € HT)

Décision n° 13-2015

Madame le Maire informe le conseil des paiements au Pact HD pour :

Les préconisations techniques, le chiffrage et les animations de réunions techniques **1482 € TTC** (1235 € HT)

Décision n° 14-2015

Madame le Maire informe le conseil :

De la signature d'une convention de financement de réalisation : Rénovation des réseaux Eclairage Programme exceptionnel CCE, de 15 point lumineux BF + 2 armoires, d'une estimation prévisionnelle de **14 400€ TTC** (12 000 € HT). Participation du SDEM **6 000 € TTC** reste à charge de la commune **8 400 € TTC** (6 000 € HT).

- Lieu des travaux : Rue des Marguerites, rue des Peupliers, rue de la Résistance et Libihan.
- Armoires : N°3 : lotissement de la suchetterie – N° 5 rue de la Résistance

❖ Projet de schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) – Délibération

Madame le Maire rappelle que La loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) contient des dispositions visant à rationaliser l'intercommunalité et renforcer l'intégration communautaire.

Parmi ces dispositions figurent l'élaboration et la mise en œuvre d'un schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI).

Thomas Degos, préfet du Morbihan a présenté le 12 octobre 2015 à la CDCI, commission départemental de coopération intercommunale du Morbihan, le projet de schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI).

Le schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI), nous a été adressé en courrier recommandé le 20 octobre dernier et doit être adressé pour avis aux conseils municipaux des communes qui se prononcent dans un délai de deux mois à compter de la notification. A défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Odile le Pabic : Par rapport à la « Chapelle Neuve » où en est le dossier ?

Yolande Kervarrec : C'est trop tard, le préfet a déjà sorti le schéma départemental le 12 octobre donc il est impossible le modifier. Il sera de 21 communes.

Décision :

Votes : Pour 11 Contre 0 Abstention(s) 4

❖ **Approbation de l'Agenda d'accessibilité programmé des ERP – Délibération**

Dans le cadre de la loi du 11 février 2005 relative à l'accessibilité des Etablissements Recevant du Public (ERP), la commune a mandaté la société PACT HD 56 de Vannes afin d'établir un rapport de diagnostic à cet effet. Celui-ci doit être formalisé dans un document AD'Ap à déposer à la Préfecture.

Ce diagnostic a débouché sur la programmation d'un calendrier de travaux par bâtiment s'étalant sur six ans entre 2016 et 2021, selon un montant total estimé à **172 575 € TTC** (143 813 € HT), et qui se décline de la façon suivante :

Proposition d'Agenda :

Désignation	Coût HT €	Année de Programmation					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021
Médiathèque	3 033	3 033					
Mairie	50 459	10 459					40 000
Salle Polyvalente	15 405			15 405			
WC public	1 693	1 693					
Eglise	4 635	4 635					
Multiservices	750	750					
Salle de sports	6 815		6 815				
Vestiaires de Foot	4 620		4 620				
Ecole Publique	20 240				20 240		
Aire de jeux + Boulodrome	10 130					10 130 €	
Cimetière	9 323		9 323				
WC de Kergallic	14 460						14 460
Chapelles	2 250	2 250					
Total HT €	143 813	22 820	20 758	15 405	20 240	10 130	54 460
Total TTC €	172 575.60	27 384	24 909.60	18 486	24 288	12 156	65 352

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Valérie Jan : ces travaux sont-ils subventionnables ?

Pierre le Névanen : Nous l'espérons pour une partie (ascenseur, ... ?)

Christian Daniel : se dit d'accord sur le fond. Il lui semble inutile de prévoir des travaux pour la salle polyvalente et qu'il serait plus intéressant de s'intéresser à des grands projets.

Yolande Kervarrec : Il s'agit d'appliquer un agenda. Les travaux ont été seulement programmés pour 2018, afin de réfléchir au devenir de la salle polyvalente.

Décision :

Votes : Pour 12 Contre 0 Abstention(s) 3

❖ **Résiliation location gérance de fonds de commerce – Délibération**

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que par lettre recommandée du 23 septembre dernier, Monsieur DABURON nous informait de la résiliation du bail de location gérance du fonds de commerce sous l'enseigne « Relais des Mousquetaires » sis à Saint Barthélémy (56150), effective au 31 décembre 2015.

Proposition du Bureau Municipal : Accepter la résiliation du bail au 31 décembre.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Odile Le Pabic demande s'il y a toujours des personnes intéressées pour la reprise.

Yolande Kervarrec lui rappelle qu'initialement deux personnes s'étaient fait connaître mais une seule maintient son intérêt avec une ouverture probable en début d'année 2016.

Décision :

Votes : Pour 15 Contre 0 Abstention(s) 0

❖ **Vente du lot n°14 du lotissement Prad Izel – Délibération**

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que Monsieur Philippe Dussouchet et Madame Virginie Babusiaux, domiciliés à Pluméliau, viennent d'acquérir le lot n° 14 du lotissement de Prad Izel pour y faire construire une maison.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Yolande Kervarrec précise que le lot a été vendu pour la somme de 31 083 € = 797m2X39 €.Et qu'il reste 6 lots en vente.

Décision :

Votes : Pour 15 Contre 0 Abstention(s) 0

❖ **Mise en place de l'entretien professionnel à titre définitif – Délibération**

Le décret susvisé du 16 décembre 2014, pris en application d'une disposition de la loi susvisée du 27 janvier 2014, a substitué définitivement l'entretien professionnel à la notation pour l'ensemble des fonctionnaires territoriaux (dès lors qu'ils relèvent de cadres d'emplois de la fonction publique territoriale dotés d'un statut particulier), pour l'évaluation des périodes postérieures au 1er janvier 2015.

La collectivité a donc l'obligation de mettre en place l'évaluation des agents par l'entretien professionnel. Ses modalités d'organisation devront respecter les dispositions fixées par le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 (convocation du fonctionnaire, entretien conduit par le supérieur hiérarchique direct, établissement du compte-rendu, notification du compte-rendu au fonctionnaire, demande de révision de l'entretien professionnel, transmission du compte-rendu à la Commission Administrative Paritaire compétente).

Il appartient à chaque collectivité de déterminer les critères à partir desquels la valeur professionnelle du fonctionnaire est appréciée, en tenant compte de la nature des tâches et du niveau de responsabilité. Ces critères, déterminés après avis du Comité Technique compétent, portent notamment sur :

- les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs
- les compétences professionnelles et techniques

- les qualités relationnelles
- la capacité d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Proposition du Bureau Municipal : Vu l'avis du comité technique en date du 26 novembre 2015, Il est proposé de fixer, dans le cadre de la mise en place, à titre pérenne, de l'entretien professionnel, les critères d'appréciation de la valeur professionnelle tels qu'ils sont définis dans le document support standard du compte-rendu de l'entretien professionnel, annexé à la notice explicative:

D'appliquer ce système d'évaluation de la valeur professionnelle à l'ensemble des **agents titulaires** de la collectivité et les agents non titulaires (éventuellement).

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Néant

Décision :

Votes : Pour 15 Contre 0 Abstention(s) 0

❖ Renouvellement du contrat SACPA – Délibération

Pour toutes les communes, la fourrière est une obligation légale. Il appartient aux maires selon le code rural d'empêcher la divagation des animaux errants (art L 211-22 et L211-24 code rural). Chaque commune doit donc posséder sa propre fourrière ou adhérer à la fourrière d'une autre collectivité.

Cette compétence « fourrière animale » est transférée à Pontivy communauté depuis 1^{er} janvier 2012.

La société SACPA de Ploëren propose de reconduire le contrat de prestation avec une cotisation annuelle de 0,77 € x 1222 habitants soit 940,94 € HT soit **1129,13 € TTC**.

Particularité : La Société vient sur place capturer les animaux, enlève les animaux morts dont le poids n'excède pas 40 Kg et met à disposition de la commune des cages de capture (sous la responsabilité de la commune).

Proposition du Bureau Municipal : Renouveler le contrat auprès de SACPA à compter du 1^{er} janvier 2016.

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Yolande Kervarrec précise que la Sté SCAPA est la société qui a remplacé « Chenil 56 ».

Décision :

Votes : Pour 15 Contre 0 Abstention(s) 0

❖ Décision modificative Budget Assainissement – Délibération

Madame le Maire informe le Conseil Municipal d'un manque de crédits sur le Budget Assainissement, Il est donc nécessaire de prévoir la décision modificative suivante, il s'agit d'une opération d'écriture permettant d'équilibrer le budget ;

Budget Assainissement : Section de fonctionnement :

Dépenses art. 1641	<u>Emprunt en euros</u>	+5560
Dépenses art. 2315	<u>Installations matériel et outillage technique</u>	-5560

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Néant

Décision :

Votes : Pour 15 Contre 0 Abstention(s) 0

❖ **Décision modificative Budget Commune – Délibération**

Madame le Maire informe le Conseil Municipal d'un manque de crédits sur le Budget Commune, Il est donc nécessaire de prévoir la décision modificative suivante, il s'agit d'une opération d'écriture permettant d'équilibrer le budget.

Budget Commune : Investissement

Dépenses art. 2315-042	<u>Installations matériel et outillage technique</u>	<u>+ 4 000 €</u>
Dépense art. 2313	<u>Construction</u>	<u>- 4 000 €</u>

Budget Commune : Recette de Fonctionnement

Recette art. 722.042	<u>Immobilisations corporelles</u>	<u>+ 4 000 €</u>
Recette art 6419	<u>Remboursement sur rémunération du personnel</u>	<u>+ 6 000 €</u>

Budget Commune : Dépense de Fonctionnement

Dépense art.6411	<u>Personnel titulaire</u>	<u>+ 4 000 €</u>
Dépense art. 66111	<u>Intérêts réglés à échéance</u>	<u>+ 6 000 €</u>

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Néant

Décision :

Votes : Pour 15 Contre 0 Abstention(s) 0

❖ **Admission en non-valeur - Délibération**

Le Trésorier Municipal soumet au Conseil Municipal une proposition d'admission en non-valeur d'un montant total de 14.50 € concernant :

<u>Budget commune :</u>		
31 décembre 2013	<u>Décision du tribunal d'instance d'effacement de dette</u>	<u>14.50 €</u>

Commentaires de l'assemblée délibérante :

Néant

Décision :

Votes : Pour 15 Contre 0 Abstention(s) 0

Comptes rendus des différentes réunions de commissions communales et intercommunales

➤ **Commission SPANC**

1. **Le marché de vidange de fosses :**

Il doit être renouvelé au 1er janvier 2016. Quatre candidats ont répondu : Sani Ouest Fourrier de Lorient, H2O de Theix, les Vidangeurs de Bretagne de Baud et Vidange 56 de Moréac.

La société les Vidangeurs de Bretagne de Baud a obtenu la meilleure note et a donc été retenue.

Un courrier d'information pour tous les usagers concernés va être expédié courant décembre 2015.

En juillet 2015, pour les agriculteurs en activité qui vidangeaient eux-mêmes leurs fosses d'eaux usées domestiques, il avait été proposé d'accepter, si les ouvrages d'assainissement non collectif de l'habitation principale étaient aux normes et qu'ils disposaient d'un agrément de vidange préfectoral : qu'ils pouvaient vidanger eux-mêmes pour un volume de 5 m3 maximum tous les 4-5 ans en épandant ensuite leurs matières tant que leurs exploitations étaient en activités. La DDTM de Vannes a refusé l'intégration de ces m3 dans leur plan d'épandage.

2. **Les travaux de réhabilitation en assainissement non collectif :**

Le comité de bassin de l'Agence de l'Eau a émis un avis favorable sur le retour des communes urbaines, le passage du taux de subvention à 60 % avec un montant plafond de 8500 € TTC par installation à compter du 1er janvier 2016.

Installations NC1 : Les installations sont classées non conformes de niveau 1, lorsque de graves anomalies engendrant des risques sanitaires ou environnementaux.

Un listing a été analysé par le SPANC de Baud Communauté et proposé aux élus de la commune : Les majorations seront envoyées en début d'année 2016.

➤ **Commission Environnement :**

Extension des consignes de tri :

En plus des emballages qui étaient déjà triés, il sera désormais possible de déposer les films / sachets / sacs plastiques et les pots / barquettes / boîtes plastiques et polystyrènes dans la poubelle des emballages (jaune).

➤ **la chapelle de St-Adrien :**

Le chantier redémarre début janvier par la pose du parapluie afin de refaire la toiture du dernier transept, le solin ainsi que la pose d'une gouttière.

L'entreprise Joubrel a déposé les dalles de pierre dans le cœur autour de l'autel afin de prévoir la pose d'un drain pour assainir toute cette partie. Un passage d'une caméra sera fait pour vérifier les drains existants.

➤ **Animation - Communication :**

La commission « Animation » et les associations se sont réunies le lundi 23 novembre 2015. A cette occasion, le calendrier des fêtes pour l'année 2016 a été présenté et validé. Il a été rappelé également les règles de sécurité en raison de l'état d'urgence mis en place par l'Etat et ce jusqu'au 29 février 2016.

La commission Communication s'est réunie le mercredi 16 décembre 2015. Le bulletin municipal est en cours de réalisation. Il sera distribué fin janvier début février.

Un projet de dépliant avec la carte de la commune est à l'étude.

➤ **Conseil Départemental :**

Ce vendredi 18 décembre, Soizic Perrault et Benoit Quéro, conseillers départementaux du canton de Pontivy ont convié les maires des 16 communes du canton à l'Hôtel du Département. Patrick Malfait, Directeur Général des services est revenu sur les missions du Conseil départemental.

Les élus ont aussi pu faire un point sur des dossiers locaux ou échanger sur des thèmes de leur choix ... Le département du Morbihan a affirmé une volonté forte en termes de solidarité territoriale en désirant accompagner les communes dans leurs projets.